

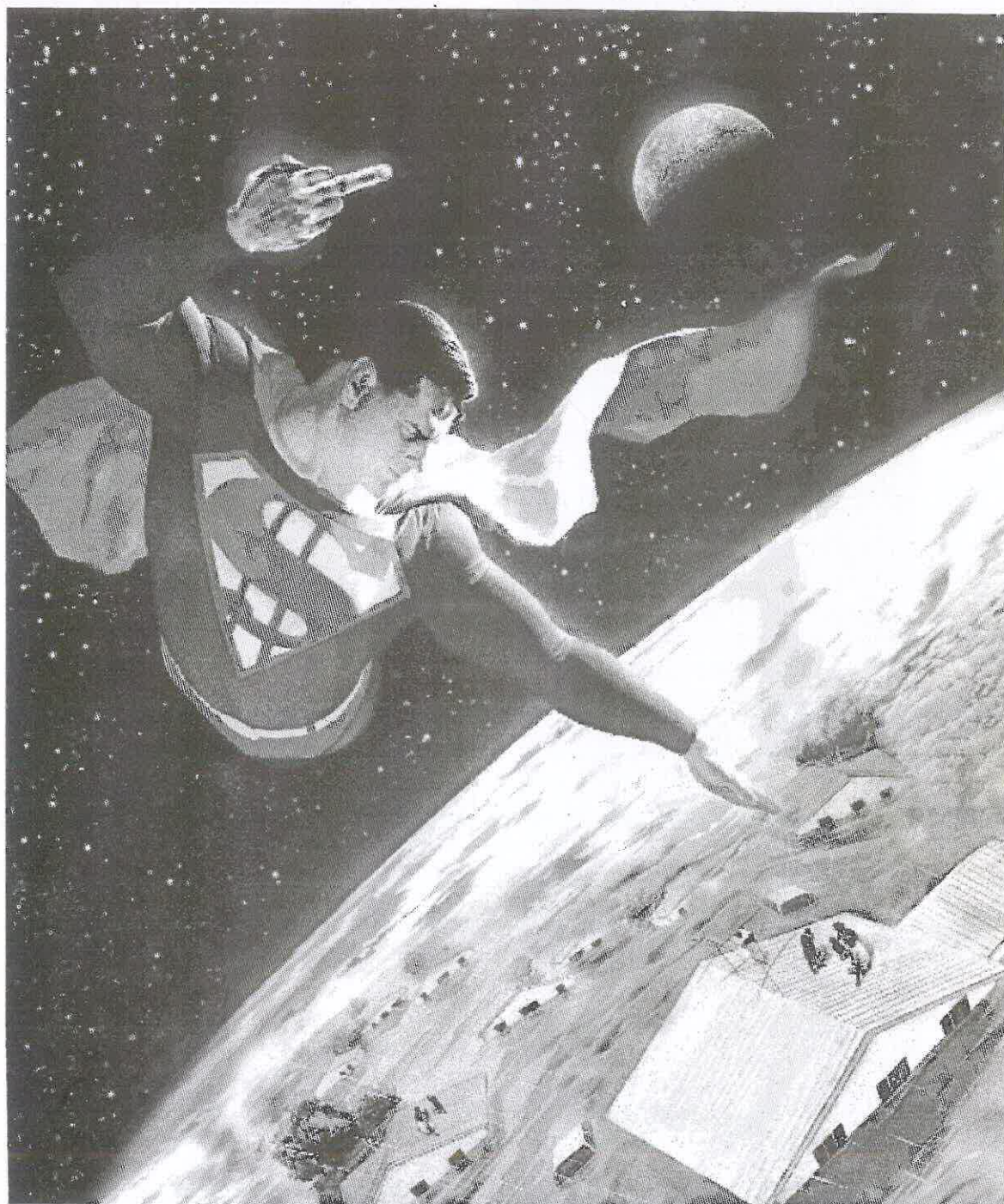
91936 n. 92 150

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171

**CATASTROPHES : "Plus jamais ça"  
ou "Toujours pareil" ?**



Du référendum aux présidentielles : Quelles stratégies pour les luttes ? \_ Dossier Louisiane : Autant en emporte le vent ! \_ ADECCO : La foire aux arguments électoraux. \_ Voyage en Utopia \_ A propos de l'incendie du boulevard Vincent Auriol (Paris) \_ International \_ Un imposteur nommé Marcos \_ Il y a cent ans naissaient les soviets \_...

**N° 92 - octobre/novembre 2005 - 1.5 euros**

**La Lettre du C.D.E.S**  
bulletin du réseau  
**Le Combat Syndicaliste**  
Bimestriel de l'union régionale  
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

### Abonnement un an

Tarif normal :  
7.5 euros

Abonnement de soutien :  
15 euros ou plus

Libellez vos chèques à l'ordre de :

**CDES, CCP 3 087 21 H**  
Toulouse

Pour tout contacter avec le journal :

**CNT-AIT**  
7, rue St-Rémésy  
31000 Toulouse  
Tél\_Fax : 05 61 52 86 48

### Les articles en ligne

Sur le site de la CNT-AIT de  
Paris -Nord :  
<http://cnt-ait.info>

### Secrétariat régional

**CNT-AIT, B.P. 158**  
82001 Montauban cedex

#### Autres adresses

secrétariat de l'AIT  
AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121  
OSLO, Norvège.

CNT, [http : www.cnt-ait-fr.org](http://www.cnt-ait-fr.org)

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP 8176, 64181  
Bayonne Cdx. UR Méditerranée : CNT-AIT,  
Vieille Bourse du Travail, 13 rue de  
l'Académie, 13001 Marseille. UR Normandie  
: CNT, BP 2010, 14019 Caen Cdx. UR Paris-  
Nord : CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx 11.  
Rhônes-Alpes : CNT, BP 223, 38405 St  
Martin d'Hères Cdx.

### La Lettre du C.D.E.S

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171  
Directeur J. Pastor  
IMPSPE CNT.AIT

Le Combat Syndicaliste est rédigé, réalisé  
et imprimé à titre militant par des adhé-  
rents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,  
après leur journée de travail. Nous tenons à  
remercier tous ceux qui nous envoient des  
infos, articles, coupures de presse, dessins  
... qui nous permettent d'enrichir la rédac-  
tion.

## AZF, ARGENTINE, PRESTIGE, NOUVELLE-ORLEANS... :

**"Plus jamais ça"  
ou  
"Toujours pareil" ?**

**Débat public**

**Toulouse,**

**Jeudi 13 octobre**

**à 20 h 30**

**Salle du Sénéchal,**

**Rue de Rémusat (Métro Capitole). Entrée libre.**

### Toulouse

PERMANENCE PUBLIQUE au siège  
du syndicat, tous les samedis de  
17h à 19h (la rue St Rémésy est  
parallèle à la rue Pharaon).  
TABLES DE PRESSE : tous les  
dimanches à partir de 10h30 :  
marché aux puces Saint-Sernin.  
Dans les quartiers : tables de  
presse régulières ainsi qu'au RU  
du Mirail. Se renseigner auprès  
du syndicat.

### Montauban

TABLE DE PRESSE : tous les samedis,  
10h30 sur le marché Prax-Paris.

### Tarbes

TABLE DE PRESSE : Le dimanche de 10  
à 12 h. : marché aux vêtements  
(halle Mercadieu).

### Quercy-Rouergue Aveyron Tarn

Ecrire à la CNT-AIT de  
Montauban qui transmettra. Des  
tables de presse et des contacts  
réguliers ont lieu dans les trois  
départements. Pour participer aux  
activités des syndicats, contactez-  
nous.

### Prochain Combat Syndicaliste

Le numéro d'été du "Combat syndica-  
liste de Midi-Pyrénées" aurait du por-  
ter le n°91. Une erreur matérielle a  
fait qu'il a porté le n°90. Le numéro  
que vous tenez entre les mains est  
donc bien le n°92. Notre prochain  
numéro (93) paraîtra début décembre  
2005.

### Contacts divers :

#### JEUNES LIBERTAIRES

Les J.L. regroupent des jeunes  
(lycéens, apprentis, chômeurs,  
salariés, étudiants), qui se recon-  
naissent dans les valeurs de la  
CNT-AIT. Pour tout contact : Le  
samedi (15/19 h), 7 rue St Rémésy  
à Toulouse. "Echange de savoirs" :  
une fois par mois.

Site : <http://anarchie.net/jeunes-libertaires>

#### COMITÉ D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS

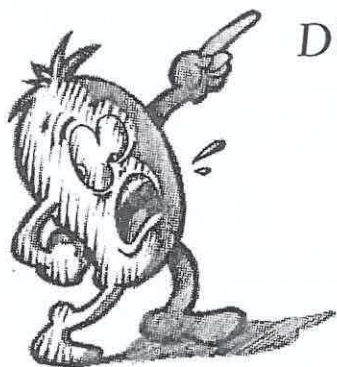
Ce comité se réunit un samedi sur  
deux (les samedis pairs) à la  
CNT-AIT de Toulouse à 17  
heures. Il est largement ouvert à  
toute personne intéressée.

#### PERSPECTIVE LIBERTAIRE

C'est un site de brochures anar-  
chosyndicalistes et anarchistes  
révolutionnaires. Son but n'est  
pas de proposer une profusion de  
textes mais plutôt de présenter un  
choix offrant une cohérence poli-  
tique. Il y a déjà une trentaine de  
titres (dont certains repris de la  
CNT-AIT), dont la plupart sont  
téléchargeables (au format .pdf).  
Ce site est accessible à :  
<http://perspectivlibertaire.free.fr>

#### CONCERT EN ESPERANTO À PAU

Le chanteur Jomo (qui se produit  
avec le groupe "liberacanoj" -les  
libertaires-) donnera un concert à  
Pau, samedi 26 novembre 2005 à  
l'initiative du groupe Espéranto  
64. Cette manifestation se dérou-  
lera à l'occasion d'un salon du  
livre où se trouveront aussi des  
livres en Espéranto, langue  
simple puissante et à la portée du  
grand nombre.



DU RÉFÉRENDUM AUX PRÉSIDENTIELLES :

# QUELLES STRATEGIES POUR LES LUTTES ?

**L**e 29 mai dernier, c'était le référendum sur l'Europe. Dans une vingtaine de mois (en principe), ce sera l'élection présidentielle. Hier comme demain, politiciens et médias feront tout pour rabattre les exploités vers les urnes. "Le gouvernement et sa politique doivent être chassés par la rue et par les urnes" dira l'extrême-gauche (c'est la formule de la LCR, mais d'autres ont des incantations semblables) qui ajoutera "la victoire dans les urnes redonnera confiance dans les luttes". Tout ça, c'est beau comme du "Petit livre rouge". Mais c'est tout aussi faux. Entre le fait de voter et de lutter, il n'y a aucune synergie. Il y même, dans la pratique, un antagonisme total. Les exploités sont donc placés devant un choix stratégique essentiel : soit, bon gré mal gré, se rendre aux urnes et enterrer une nouvelle fois les luttes, soit rompre avec l'électoratisme et s'ouvrir ainsi le champ de tous les possibles.

## LE "NON", UNE VICTOIRE A LA PYRRHUS

L'importante participation électorale obtenue le 29 mai dernier à force d'une campagne frénétique, le triomphe du "non"... et le peu de mobilisation sociale qui a suivi constituent un exemple de ce que nous avançons.

Rappelons tout d'abord les conclusions qu'ont tirées les "vainqueurs" du jour. Le communiqué d'Alternative Libertaire nous en fournit un excellent exemple : "Ce que nous attendons de cette victoire du Non, c'est qu'elle regonfle le moral des classes populaires, qu'elle serve de tremplin pour un renouveau des luttes sociales... Le MEDEF s'inquiète déjà des suites de ce coup de tonnerre" (communiqué du 29 mai 05). Et, comme tout le camp du Non pariait officiellement sur un regain des luttes sociales et un recul du MEDEF, la CGT lançait dans la foulée un appel à la grève nationale pour le 21 juin, soutenue en cela par le Parti communiste et tous les "non". Le journal Lutte Ouvrière ne se trompait pas sur l'importance de cet appel : "Le 21 juin est une occasion de montrer qu'on choisit

la lutte" proclamait-il en couverture (édition du 17 juin). Et bien, avec un petit millier de manifestants à Paris et à Bordeaux, une cinquantaine à Toulouse et aussi peu ailleurs, ce que les salariés ont démontré le 21 juin, c'est que, quand ils votaient en masse, ils restaient ensuite à la maison. Et quelque part, c'est logique. Après chaque élection, les gens se sentent trompés. Mais cette tromperie ne les révolte pas, elle les assomme.

Le 21 juin il ne s'est rien passé. Pire, après le référendum, l'État s'est senti les mains totalement libres. Il ne s'est pas gêné : poursuites contre les lycéens et les grévistes, mise à la rue de mallogés, accélération des expulsions de sans-papiers -traqués jusque dans les écoles-, et, clou de la rentrée, mise en place d'un véritable régime de travail obligatoire pour les chômeurs avec la possibilité de leur couper les vivres. Quant à l'affirmation que le MEDEF se serait alarmé de ce "coup de tonnerre", la suite ininterrompue des délocalisations, des licenciements, la confirmation de la ligne politique ultralibérale du patronat et la "bonne

tenue de la Bourse suffisent à souligner le caractère ridicule de l'affirmation.

Loin d'entraîner une renaissance des luttes, la mobilisation électorale a contribué à étouffer celles qui existaient. L'affaire de Bègles en témoigne.

(suite en page 4)



### LE CAS DE BÈGLES

Le 26 mai 05 le GIPN (Groupe d'Intervention de la Police Nationale) intervient, armé jusqu'aux dents et cagoulé, contre les postiers en grève du Centre de tri de Bègles. Suite à cela, quatorze grévistes, parmi la centaine qui retenaient cinq cadres, sont suspendus de leurs fonctions. Ce sont des militants de la CGT, de SUD et, pour l'un d'entre eux, de la CNT-Vignoles. A la veille du référendum, c'est une incroyable provocation. Que va-t-il se passer après la victoire du 29 mai ? Une mobilisation d'ampleur va-t-elle bloquer la répression ? Que nenni, la seule chose qui répond à la provocation policière et à la "victoire" électorale, c'est une indifférence croissante.

Alors que les passages devant le conseil de discipline se succèdent et que les sanctions tombent tout le mois de juillet, il y a certes 1 000 manifestants à Bordeaux le 21 juin 2005, mais que 500 le 07 juillet, puis plus rien. La CNT-Vignoles appelle tous les travailleurs de La Poste à se mettre en grève le 20 juillet. Comme on pouvait s'y attendre, c'est un échec cuisant. L'appel n'est absolument pas suivi. Conséquence : le militant des Vignoles est licencié, les autres sanctions sur le plan disciplinaire sont très lourdes (une exclusion professionnelle de trois mois, trois exclusions de un an et deux de deux ans) mais de plus neuf postiers sont poursuivis sur le plan pénal pour "séquestration", et risquent de ce fait des peines de prison.

Pourtant La Poste est un "bastion syndical" de SUD et CGT, et il y avait dans cette entreprise, avant le 29 mai, une réelle agitation sociale (dont témoigne l'action de Bègles) face aux divers plans de restructuration qui prévoient la suppression de 50 000 emplois (le quart des effectifs) d'ici 2010. Dans ce contexte explosif, on aurait pu s'attendre à quelque chose de la part de ces organisations (à la fois contre les suppressions d'emplois et pour défendre leurs militants poursuivis), ce d'autant que la vic-

toire du non devait regonfler le moral des troupes.

L'échec de la journée de mobilisation nationale du 21 juin, le défaut de riposte à l'agression de Bègles, l'absence générale de luttes malgré le mécontentement populaire démontrent que les travailleurs sont dans une sorte de "vide énergétique" post-électoral. Cette espèce de dépression, qui suit les campagnes électorales, prouve combien les positions anarchosyndicalistes, qui prônent l'abstention, sont exactes et se vérifient sur le terrain des luttes.

### LE QUATRE OCTOBRE OU LE COUP DU TREMLIN

De ce qui précède, on peut d'ores et déjà déduire ce que sera le quatre octobre prochain. Cette journée de mobilisation est appelée par l'ensemble des syndicats. Pour les dirigeants dudit mouvement social ce sera l'une de ces étapes obligées d'un processus qui applique à la lettre la maxime bien connue "la politique est l'art de gagner du temps". Car à n'en pas douter, cette journée aura lieu avec le soutien de toute la gauche et de l'extrême-gauche. Ce soutien placera cette action dans la perspective des présidentielles à venir, exactement comme les manifestations du 1er mai dernier et comme la journée de grève du 10 mars le furent dans la perspective du "non" au référendum. C'est ainsi que la journée de grève du 10 mars, avec ses millions de grévistes, fut une réussite, mais sans lendemain, car les seules perspectives qui s'en dégageaient étaient purement électoralistes.

A raison d'une journée de grève revenant périodiquement, que peut-on espérer si ce n'est de servir de tremplin aux thématiques électorales ? Oh, bien sûr, on entend déjà les militants trotskistes et les alternatifs libertaires nous dire que non ce coup-ci, c'est le bon. Tout comme ils ont leur "troisième tour social", ils ont leur "rentrée" chaude, rouge, ou de lutte (suivant les années), leur printemps social... mais ce n'est que pour masquer l'évidence : ce qui les intéresse, ce sont les échéances électorales.

Déjà les rabatteurs sont prêts. Aux grévistes et aux manifestants du 4 octobre qui pensent lutter pour leurs revendications, ils présenteront, qui une grande manifestation contre Sarkozy (le 22 octobre), qui un forum national des "collectifs du non" (le 26 novembre).

Quant aux syndicats institutionnels, qui se revendiquent officiellement d'une soi-disant neutralité idéologique nous constatons que cela ne les empêche pas soit d'appeler directement à voter (tantôt pour Chirac, tantôt contre lui) soit à le faire indirectement. En effet, la déclaration derrière laquelle ils se retranchent, selon laquelle "l'essentiel n'est pas de voter" laisse entendre que voter ne peut pas faire de mal, et même peut faire du bien !. Au-delà de la contradiction flagrante dans laquelle ils s'enferment, ce qui est grave, c'est qu'avec de telles pratiques, ils ne peuvent mener les exploités qu'à l'échec puisqu'ils ne construisent pas les positions anti-institutionnelles nécessaires à la lutte de classe.

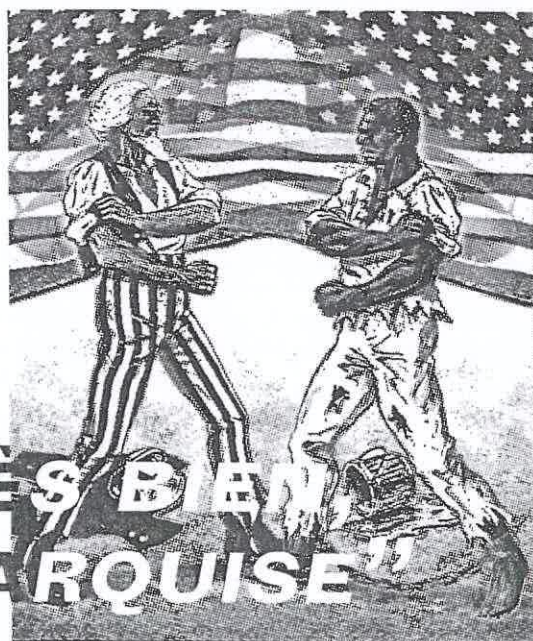
Il est temps de leur répondre ce que nous pensons de leur assommoir électoral, que si l'essentiel est de lutter surtout, il ne faut pas voter ! La participation électorale exclut l'action directe car la croyance aux élections paralyse l'action. A l'inverse, des mouvements largement hors-institution comme l'a été la grève du lundi de Pentecôte, ou la grève illimitée - elle aussi loin des stratégies institutionnelles - des ouvriers des raffineries Total (lancée le 16 mai, aboutissant à la satisfaction des revendications au bout de quatre jours) montrent que non seulement il est possible de lutter mais aussi de développer la conscience de classe, la solidarité et l'action directe, le tout avec des résultats. C'est cette analyse, ce sont ces perspectives, que nous appelons tous ceux qui se situent dans une perspective révolutionnaire à développer, partout où il sera possible, avec nous.

A. 

Déjà la Nouvelle-Orléans fait date dans l'histoire, en tant que laboratoire mondial d'une catastrophe écologique incroyablement importante dans un pays industrialisé. Comment cela se passe-t-il "avant" ? Et "pendant" ? Comment réagit une population livrée à elle-même dans des conditions extrêmes de survie ? Comment des soldats qui ont pour ordre de laisser mourir -sous leurs yeux- des femmes, des vieux, des enfants appliquent-ils les consignes ? Une rébellion peut-elle survenir ? Sur quoi peut-elle déboucher ? Autant de questions auxquelles les événements de Louisiane apportent des éléments de réponse que ce dossier, rédigé par divers militants, cherche à mettre en lumière.

**AVANT :**

## "TOUT VA TRÈS BIEN, MADAME LA MARQUISE"



UNE IRRESPONSABILITÉ CRIMINELLE  
Des anarchistes américains de la région témoignent : "Ils savaient tout à fait que se serait une saison à cyclones dévastateurs mais ils ont tout de même choisi d'utiliser les 79 millions de dollars attribués en principe à la réparation du vieux système de digues pour une guerre en Irak. Au final ils n'ont investi dans ce projet de renforcement des digues et voies navigables menant au lac Pontchartrain qui protège La Nouvelle-Orléans, que la somme misérable de 10 millions de dollars. De plus ils savaient longtemps à l'avance que le cyclone serait au moins de force 4, et que le système des digues ne pourrait pas résister à un cyclone de plus de force 3"

Ici comme ailleurs (pour ne pas dire à peu près partout sur cette planète) la population a donc été délibérément exposée à un risque majeur. La catastrophe avait été annoncée, des experts officiels avaient prédit l'engloutissement de la Nouvelle-Orléans en cas d'ouragan de forte amplitude, ils avaient fortement conseillé la réhabilitation des marais que le sur-endiguement du Mississippi condamnait, ils avaient même prévu des plans efficaces d'évacuation et une coordination dans l'organisation des secours. Tout cela en vain. Les crédits qui auraient pu être affectés à ces travaux ont trouvé une autre application : la guerre en Irak. Les victimes de Louisiane sont en quelque sorte des victimes de guerre, des victimes collatérales. Ce choix budgétaire rendait la catastrophe inévitable. Mais au moins, ses conséquences meurtrières auraient pu être grandement atténuées : l'État avait le temps de prendre toutes les mesures d'urgence. Il ne l'a pas fait non plus.

Cette absence de clairvoyance, ce manque souverain d'intérêt pour toutes les études d'anticipation d'un désastre montrent le niveau d'incurie des "pouvoirs publics", le degré d'irresponsabilité criminelle auquel ils sont parvenus.

"AYEZ CONFIANCE" LE MESSAGE DE L'ONU  
& DU MONDE DIPLOMATIQUE

En février 2004 les Nations-Unies, publiaient un rapport affirmant que les pays prospères seraient les mieux placés pour prévenir les catastrophes. En effet, grâce au développement du capitalisme et aux moyens financiers qu'il engendre, les dirigeants des pays riches seraient en mesure de protéger

beaucoup mieux leurs concitoyens.

Cette théorie a trouvé son apogée avec le tsunami du 25 décembre 2004. Dès le début de l'année 2005, les médias profitent du drame asiatique pour l'étayer et pour nous "rassurer" : un tel drame ne peut arriver dans un pays "civilisé". En long, en large et en travers, c'est ce message qu'on nous a tartiné de TF1 au Monde Diplomatique. Ainsi avons-nous pu lire sous la plume sentencieuse du guide spirituel de l'intelligentsia de gauche cette conclusion sans appel : "Si le même tsunami s'était produit sur l'océan Pacifique le nombre de victimes aurait été beaucoup plus réduit. Parce que les états riverains, à l'initiative des deux grandes puissances, le Japon et les Etats-Unis, ont mis au point un système de détection et d'alerte en mesure d'avertir à l'avance de l'arrivée des vagues tueuses et permettant à la population côtière de se mettre à l'abri". (Ignace Ramonet, Le Monde Diplomatique, numéro de janvier 2005)

L'énorme drame de la Nouvelle-Orléans prouve que de telles affirmations étaient totalement aberrantes. Six mois à peine après cette ramonesque déclaration, l'État américain, techniquement en mesure de prévenir les conséquences humaines de la catastrophe en évacuant la population côtière pour la protéger du cyclone Katrina, ne l'a pas fait. Les médias s'abstiennent bien aujourd'hui de revenir sur leurs stupides déclarations post-tsunami pour s'empressement de masquer, en se centrant sur la personnalité de Bush, la véritable signification des événements. C'est que les donneurs de leçons avaient éludé un aspect essentiel de la question : en dehors de l'aspect technique, lors des catastrophes, il y a un aspect bien plus important. Cet aspect, est tout simplement évacué par les institutions et leurs féaux. Car il révèle le véritable rôle de l'État dans les démocraties représentatives : oui, à la Nouvelle-Orléans, il s'agit de racisme, de politique anti-pauvres, de bêtise. Oui, mais pas seulement. La gestion de la crise est trop significative de l'idéologie du pouvoir, pour laisser le conjoncturel, l'anecdote, nous masquer ce qui est constant et permanent. Ce qui s'est produit là est le résultat d'un politique qui, avec ou sans Bush, a les mêmes fondements. C'est pourquoi nous avons vu et nous verrons les mêmes effets se reproduire ailleurs.

## “AUTANT EN EMPORTE LE VENT”

Le vent et l'eau ont tout emporté en Louisiane, tout sauf la flicaille qui parade dans les rues de la Nouvelle-Orléans. Envolées, les parures humanitaires de l'État. Disparus, les oripeaux charitables de l'Autorité, ses blouses blanches et ses casques de pompier. Seuls uniformes visibles pendant les premiers jours de la catastrophe : ceux de la police et de l'armée. Une seule priorité clairement affichée : lutter contre le "pillage". C'est dans ces occasions-là que l'État nous montre son vrai visage. Arrachés par l'ouragan, les masques tombent. L'État démocratique, si prétendument soucieux du bien-être des populations et de leur sécurité révèle sa véritable nature, sa fonction première : protéger la marchandise, la propriété, les intérêts des possédants avant toute autre considération.

*"Dans la gradation du cauchemar, le pire du pire a pour théâtre le Convention Center, non loin de l'Aquarium. Là, quelques 20 000 personnes sont entassées dans des conditions inimaginables. Entourées d'ordures, elles attendent les bus qu'on leur a promis et qui ne viennent pas. La police n'est pas loin, elle a ordre de ne pas intervenir. Les damnés du Convention Center sont laissés à leur sort, comme des pestiférés, comme des animaux. Personne ne vient leur parler, à part la presse. De la nourriture et de l'eau sont jetées depuis des hélicoptères, sur le parking voisin (les pilotes refusent de se poser). Ou alors, depuis le pont, non loin de là. Sur le trottoir, on croise des malades, des infirmes, des handicapés mentaux, des nourrissons. Les toilettes du centre explosent d'excréments et d'urine. Il y a eu des morts, mais les autorités ne récupèrent pas les cadavres."* (Libération 03 sept. 2005).

### UNE OBSESSION : "MAINTENIR L'ORDRE"

Pourtant l'évacuation, était possible car à la sortie de la ville il y a une rampe d'autoroute déserte et aucune inondation n'empêche de la prendre. Mais à regarder de plus près on s'aperçoit que les blancs ont pu sortir de la ville mais que les voitures des noirs ont été contrôlées et souvent refoulées par l'armée. Ainsi, la ville a évacué sa population blanche et aisée, moins de deux jours après l'inondation. Ensuite, l'armée a pris position aux endroits stratégiques pour "maintenir l'ordre", c'est à dire empêcher la population de récupérer de la nourriture et de quoi satisfaire ses besoins de première nécessité.

Tandis que les vivants côtoient les morts, qu'il n'y a plus de lait en poudre pour les bébés, que l'eau est entièrement contaminée, qu'une épidémie, due à des conditions de survie abominables, semble gagner les rescapés ; la première promesse de Bush est d'assurer que les pillards seront traités avec "zéro tolérance". L'État américain reste impassible et laisse mourir sa population noire et pauvre. Son activité essentielle est de déverser dans les médias un discours de haine selon lequel les pauvres se violeraient entre eux, kidnapperaient des enfants, et se flingueraient pour monter dans les bus. Les témoignages qui affirment le contraire ont peine à se faire entendre. Pourtant, l'aide mutuelle que se prête la population est la seule raison pour laquelle le bilan humain n'est pas encore plus lourd. Des milliers de gens ont ouvert leur maison aux survivants de la catastrophe, et, journellement, d'innombrables actes de solidarité se manifestent sous des formes diverses.

*"Qu'aurait-on fait sans ces jeunes ?"*, conclut un touriste en

parlant des "pillards". Quant aux véritables pillards, ce ne sont pas ceux que les médias et l'État désignent comme tels. Voici sur ce point le témoignage d'une habitante de la Nouvelle-Orléans : *"Dans les supermarchés j'ai vu des flics -tous n'ont pas réagi ainsi, nous le verrons plus loin- pointer leurs flingues sur des mères de famille qui emportaient des vêtements... Une fois dans la rue ils les forcent avec une violence inouïe, flingue dissuasif sur la poitrine à lâcher les vêtements qui sont emportés par les eaux sous leurs yeux. Du pur gaspillage". Et d'ajouter : "Des flics se permettent de se servir dans les supermarchés sous les yeux de la population et les empêchent de faire la même chose. Ce sont les mêmes qui qualifient ouvertement les gens désespérés de pillards."*

Ces multiples témoignages n'empêchent pas les médias -en Amérique et dans le reste du monde- de répandre l'interprétation officielle du gouvernement et de traiter les gestes de survie comme des affaires de "pillage". *"Anarchie à la Nouvelle-Orléans, les pillards devraient être tués sur place"*, titrent certains tabloïds.

### CATASTROPHE ET SUR-POLLUTION

Comme cela était prévisible, une catastrophe de cette envergure dans un pays industrialisé, bourré d'industries polluantes, est dangereuse. Ainsi trois jours après la montée des eaux *"plusieurs explosions et incendies violents ont éclaté, touchant notamment un dépôt de produits pétroliers de récupérations"* (Libération 03/09). Selon l'Agence fédérale de l'environnement, il est plus que probable que des fumées toxiques, des produits chimiques industriels, des hydrocarbures et des métaux lourds aient été lâchés. A cela s'ajoutent les carburants venant des stations d'essence et des voitures submergées, les peintures et solvants venant des commerces, les produits ménagers et pesticides venant des habitations. Tous ces produits, dans les eaux de crues devenues de véritables égouts, font peser la menace de nombreuses maladies pour les résidents, forcés de barboter dans cette immense baignoire toxique.

A la Nouvelle-Orléans, ceux qui ont faim et soif, ceux qui cherchent à se nourrir en s'approvisionnant dans les magasins abandonnés s'exposent aux tirs meurtriers de la police. Les flics sont là pour empêcher toute transgression du tabou suprême de notre société : *"la marchandise honoreras et point ne déroberas"*. Le vol est donc passible de la peine de mort, dans ces moments "catastrophiques" où, pourtant, vu la carence généralisée, voler reste le seul moyen de survie. Notre société avoue alors, toute honte bue, que la marchandise est supérieure à la vie humaine et qu'il est mortellement dangereux de l'oublier. Dans ces circonstances fâcheuses, dépouillé de tous les atours démocratiques et des parures légales dans lesquelles il se drape en temps normal, l'État donne à voir sa vraie nature non seulement de tueur à gages mais aussi de geôlier. Les rescapés de la Nouvelle-Orléans peuvent en témoigner : évacués vers les centres de regroupement du Convention Center, du Superdôme, ils ont rapporté les scandaleuses conditions de vie qui ont été les leurs durant ces jours, privés de tout, même de la liberté d'aller et de venir, l'État confondant toujours "regroupement" et "internement".

APRÈS :

## "PLUS JAMAIS ÇA" OU "TOUJOURS PAREIL" ?

S'hérifs à la gâchette facile, gardes nationaux promus au rang de geôliers soupçonneux et agressifs face à des rescapés traumatisés et en attente de secours dans le dénuement le plus grand, l'Autorité donne d'elle-même une image fort peu flatteuse en affichant ainsi sa volonté unilatérale de rompre "le contrat social". Cette "politique de communication" est-elle à mettre aussi au compte de l'incompétence et de l'incurie ou obéit-elle à des stratégies bien définies ? S'inscrit-elle dans la continuité d'une gestion calamiteuse de la crise ou bien, la diffusion massive de cette mauvaise image de marque des pouvoirs procède-t-elle d'une toute autre intention ?

### UN AVERTISSEMENT À LA POPULATION MONDIALE

La première puissance mondiale laisse les caméras du monde entier filmer l'engloutissement d'une de ses villes et son incapacité apparente à en sauver les habitants. Comment ne pas y voir le message glacial adressé aux populations par le plus puissant État du monde ? Comment comprendre autrement qu'un avertissement cynique cette mise en scène terrible de la non-assistance massive à personnes en danger ? Cette complaisance morbide à montrer l'insoutenable ne peut être gratuite, fortuite. Le spectacle de la désolation doit donner à penser et surtout à craindre. Voici ce qu'on peut décrypter du message : *"Pauvres d'ici et d'ailleurs, citoyens sans importance, figurants de partout et de toujours, vos vies ne comptent pas à nos yeux. Nous, puissance Étatique, pouvons tout à fait oublier de vous secourir, car tel est notre bon vouloir. Vos conditions habituelles d'existence, qui vous semblent si fades et misérables, peuvent encore se dégrader radicalement sans notre bienveillante intervention. Sans nous, vous êtes perdus ! Sachez enfin, que même lorsque nous sommes provisoirement absents (nous avons tant de priorités, le monde est si complexe), nos mercenaires seront toujours là pour vous rappeler brutalement à l'ordre (si vous avez la ridicule prétention de vous organiser vous-mêmes pour subsister). Contentez-vous du peu que nous vous octroyons, car le pire peut survenir à tout moment. Craignez le courroux du ciel et la colère de vos maîtres !"*

Dans une moindre mesure et de façon plus prosaïque, la mise en scène de cette "non-intervention humanitaire" s'adresse aussi aux autres gouvernants du monde et vise à obtenir des subsides : accoutré des haillons du mendiant, brandissant sa sébile, Oncle Sam rappelle à ses acolytes -à

ses complices de toujours- qu'un manquement à l'esprit de corps entraînerait une déroute générale. Sans doute s'agit-il aussi de promouvoir une nouvelle méthode de gestion de crise, -gestion *a minima*-, propre à séduire des classes dirigeantes toujours plus cupides et traditionnellement cruelles.

Nos bons maîtres, gestionnaires incompétents et calamiteux de la planète, préoccupés uniquement des leurs intérêts immédiats et de leurs prérogatives ont accumulé au-dessus de nos têtes tellement de menaces, de risques divers qu'entre les scénarios les plus cauchemardesques, nous n'avons que l'embarras du choix : pandémies variées (grippe aviaire, sida), attentats bactériologiques ou chimiques, inondations et tempêtes atypiques dues au dérèglement climatique, contaminations radioactives suite à des accidents nucléaires majeurs ou à des guerres interétatiques, rien ne semble *a priori* exclu, tout dans le pire semble plausible.

Voilà donc la première puissance mondiale "tsunamisée" comme n'importe quel pays du tiers-monde, apparemment incapable de faire face à une catastrophe "naturelle" (pour autant que l'on puisse encore parler de cataclysme naturel



dans un monde si dévasté par l'activité industrielle que son climat en est gravement perturbé), tétanisée par l'ampleur du désastre et pratiquement obligée d'accepter l'aide internationale : événement sidérant, épisode dramatique mais combien emblématique d'un monde chaotique, dont on pressent que les soubresauts d'agonie ne font que commencer. Sans vergogne aucune, l'administration américaine étale au grand jour, à la face du monde, son mépris pour ses concitoyens : ils sont pauvres, ils sont noirs ; il n'y a donc pas d'urgence à les secourir. Mais il serait bon de se souvenir qu'en pareille situation bien des États réagissent avec la même "inconséquence", la même "négligence", le même mépris. Ainsi, lors de l'explosion d'AZF à Toulouse, les habitants des quartiers populaires qui attendaient du secours pour leurs blessés ont vu arriver les forces de l'ordre venues

"sécuriser" les points sensibles (banques, etc.) bien avant les premières ambulances. Au Sri Lanka, frappé par un violent tsunami à la fin de l'année passée, l'armée s'est déployée afin de contrer toute tentative d'infiltration de la guérilla tamoule, bien avant de porter secours aux survivants. Quelle que soit la couleur politique du gouvernement en place, quelque soit le pays touché, la gestion de crise semble bien obéir aux mêmes impératifs : alors que chacun peut constater l'extrême faiblesse de l'État en ces moments de con-

(suite en page 8)

fusion, il lui faut montrer sa force, exhiber ses mercenaires, restaurer un ordre dont tout le monde peut mesurer la fragilité, l'incroyable injustice et la profonde bêtise.

### LA LOUISIANE N'EST PAS UNE EXCEPTION C'EST UN EXEMPLE

La fréquence de catastrophes massives, qu'elles soient d'origines militaires ou non, est maintenant assez importante pour que se détachent certains points communs dans le déroulement des "jours d'après". On distingue un scénario similaire. Tout commence par un isolement de la zone, ce qui permet à la fois de protéger les classes dirigeantes et de diffuser des rumeurs, (pillages, violences, ...). Ces rumeurs sont des préalables à la reconquête militaire de la zone. Ensuite vient un discours grandiloquent (sur la solidarité, le "plus jamais ça...") qui tente de balayer toutes les mauvaises impressions. Les conséquences de ce scénario sur la population peuvent être dramatiques, la mise en quarantaine, le "tirer pour tuer", peuvent faire de nombreuses victimes qui seront passées en pertes et profits à grands renforts de "cellules psychologiques" et autres liturgies plus ou moins modernes censées aider le "travail de deuil".

Les événements survenus en Louisiane ces jours de septembre 2005 viennent, nous l'avons écrit plus haut, infirmer de manière cinglante les propos post-tsunami des bureaucraties modernes et de leurs pseudo-opposants. Ils ont reçu un traitement à l'opposé de celui qui était sensé être celui d'une grande puissance mettant sa population à l'abri. 48 heures avant l'arrivée du cyclone les autorités avaient bien prévu le désastre et l'inondation, puisqu'elles ont concentré une partie de la population dans le superdome de la Nouvelle-Orléans dès le 27 août 2005. Mais déjà le traitement de cette population présageait ce qui allait suivre. La concentration de civils était précédée de fouilles minutieuses effectuées par des militaires -lesquelles occasionnèrent d'ailleurs de longues files d'attente- comme s'il s'agissait d'individus dangereux qu'il convenait d'enfermer. Pourtant, la lenteur des secours dans le cadre du risque d'inondation était prévisible puisque l'on parquait des milliers de personnes dans un espace que l'on savait destiné à se transformer en une île inaccessible. S'il s'était agi de "sauver" la population, il convenait au contraire de la déplacer, non dans ce qui allait devenir un piège, mais dans des lieux plus au sec et plus accessibles aux secours. Quoiqu'il en soit, une fois entassés dans des conditions de vie insupportable, les naufragés déjà suspects dès leur entrée dans le superdome, allaient rapidement devenir la cible de rumeurs de violences et de pillages, propagées par les sphères gouvernementales.

### DECOMPOSITION DES INSTITUTIONS

Pourquoi tant de haine ? C'est que, l'État le sait bien, une catastrophe a ceci de particulier qu'elle remet en question bien des préjugés. Ici, les gens prennent ceux dont ils ont besoin pour survivre, il y a un bouleversement des mentalités. On assiste à une véritable décomposition des institutions face aux événements qui les dépassent. Parfois, les uniformes tombent, des policiers se suicident. Il peut même se trouver que des personnes garantes de l'ordre capitaliste, des fonctionnaires de police, passent de l'autre côté de la

barricade. Dès le mardi 30 septembre 2005 des supermarchés sont dévalisés et, dans certains quartiers, la police encourage les habitants à faire des "provisions". Des vigiles aident les civils à s'approvisionner, ils les abritent dans des hôtels de luxe dont ils ont pourtant la garde.

Devant ce qui apparaît pour le moins, comme un abandon de la cité par les classes possédantes et dirigeantes, il y a effectivement un réflexe de survie et une déstabilisation des codes. De ce réflexe, de cette déstabilisation peuvent naître de nouvelles formes d'organisation sociale d'autant plus que le pouvoir, en abandonnant le terrain, montre pour le moins son impuissance. Comme l'histoire l'a maintes fois démontré, ce genre de contexte est porteur de germes révolutionnaires. C'est pourquoi le système doit effectivement, s'il veut survivre, trouver un rééquilibrage. Il va se créer les repères moraux qui lui conviennent pour pouvoir redémarrer.

La bourgeoisie et l'État ont déserté la cité et abandonné à leur sort les habitants les plus faibles (pauvres, malades, nouveaux-nés, vieillards). Dans cette société hiérarchisée dans laquelle nous vivons, ils se sont mis d'eux-mêmes au plus bas de l'échelle, au niveau des rats qui quittent le navire. Il leur faut donc dénoncer les turpitudes supposées des autres, (comme les "pillages", qui ne sont que la conséquence inévitable de leur trahison) pour faire oublier leur conduite et retrouver de la crédibilité. Ils cherchent à inverser les rôles. Les lâches et les traîtres dans la catastrophe se présentent comme des sauveurs.

### INTOLERABLE ANARCHIE

Aujourd'hui donc, les capitaines ne sombrent plus avec leurs bateaux. Ils sont les premiers à bord des canots. Une fois au sec, ils tirent à vue sur les naufragés. N'est-il pas insolent, ce Gouverneur de Louisiane (Kathleen Blanco), bien au chaud, qui déclare, à propos des troupes envoyées à la Nouvelle-Orléans : *"Ces troupes sont entraînées au combat, elles disposent de fusils d'assaut M16 chargés. Ces hommes là savent tirer et tuer et j'attends d'eux qu'ils le fassent"*. Et cet autre, celui-là secrétaire à la sécurité intérieure (Michael Chertoff), bien caché derrière 300 000 garde nationaux surarmés et cagoulés, *"nous ne tolérerons pas l'anarchie"*. De tels propos, rapportés par une dépêche de l'agence Reuters (02 sept. 2005), ... on croirait entendre Thiers et les versaillais !

Oui, à ces technocrates il est intolérable d'apparaître pour ce qu'ils sont. Comme il leur est intolérable que les gens envisagent de se débrouiller sans eux et sans leur morale frelatée. Et, n'en déplaise aux niais du Monde Diplomatique qui nous récitent en long en large et en travers les rapports lénifiants de l'ONU, les gouvernements, ou du moins leurs stratèges, savent qu'ils ne pourront pas parer à la plupart des catastrophes possibles. Leur préoccupation n'est donc pas de mettre la population à l'abri. Cela, c'est bon pour ceux qui veulent y croire comme Ramonet. Le système sait très bien que ces situations de catastrophes sont pour lui périlleuses : Le danger impose la fuite transitoire du pouvoir, sinon sa destruction, et cette fuite non seulement le montre sous son jour véritable mais laisse la place à des réflexes qui échappent au cadre idéologique dominant.

(suite en page 9)

(suite de la page 8)

# SPINOZA ET LA GENDARMERIE NATIONALE

On est bien clairvoyant dans la "Revue de la gendarmerie nationale" qui fait sienne les paroles de Spinoza : *"... celui à qui est déferé le pouvoir de l'Etat craindra toujours les citoyens plus que ses ennemis, et ... par conséquent il s'efforcera, quant à lui de se garder, et quant à ses sujets, non pas de veiller sur eux, mais de leur tendre des pièges"*. Dans le numéro du quatrième trimestre 2002 de cette revue, un an après AZF, voilà ce qu'exprime au sujet de la gestion de ce genre de crise un professeur britannique de management stratégique (!) : *"La véritable mission des responsables est de traiter la non prédictibilité, l'instabilité, l'irrégularité, le non sens et le désordre"*. Il suffit donc en reprenant les propos de Spinoza de remplacer "ennemis" par "catastrophe", et tout est dit. C'est effectivement, compte tenu du sens de l'ellipse coutumier à Cambridge, ce que nous ont résumé tour à tour, le chef de Scotland Yard en juillet et l'administration américaine en septembre : *"Schott to kill !"*. Ce discours, qui

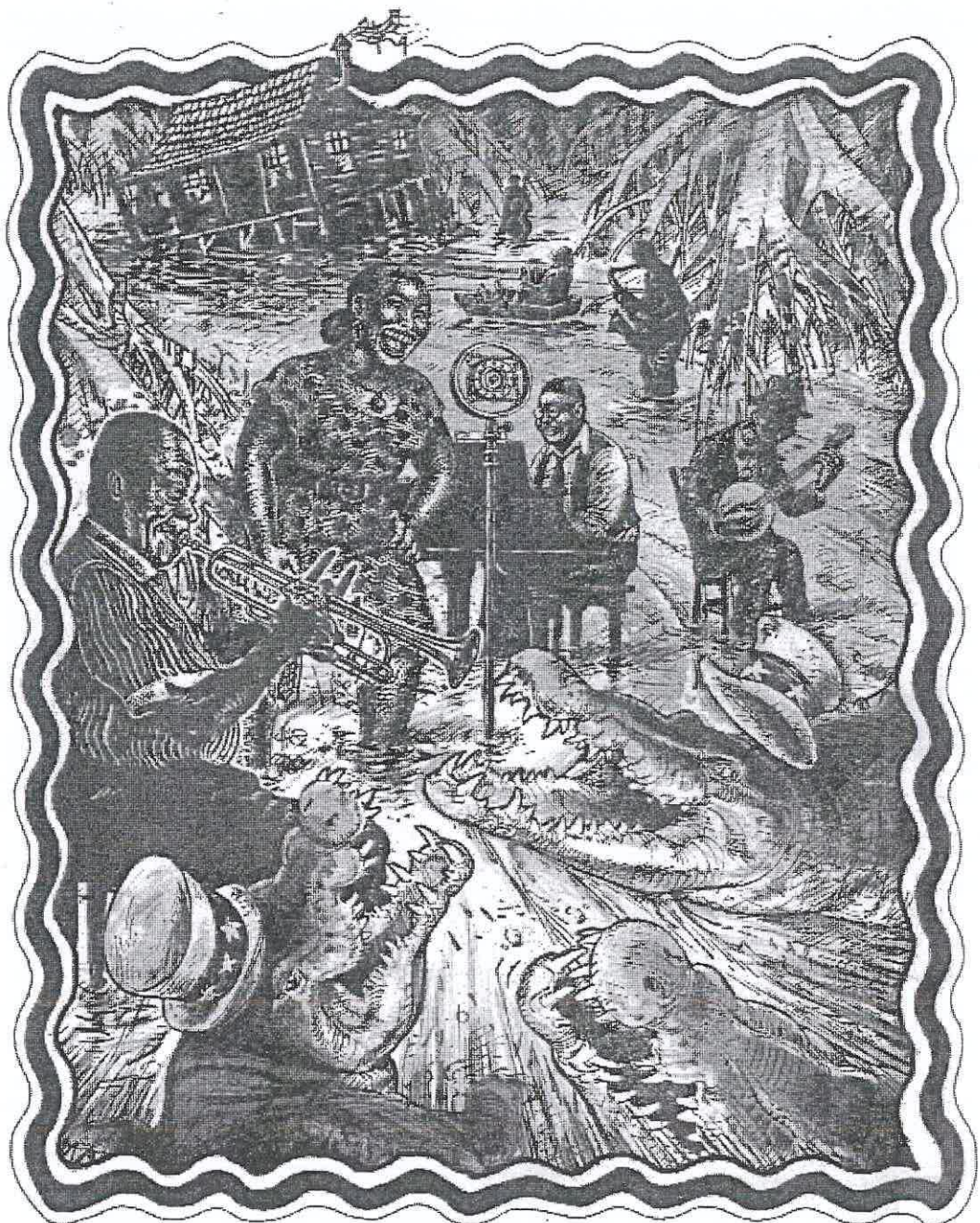
a permis d'expliquer pourquoi un paisible promeneur brésilien a été assassiné de 7 balles dans la tête servira bien à justifier d'autres massacres. Là réside toute la débilite des discours de la gauche et de l'extrême-gauche consistant à réclamer "plus de moyens" pour l'État afin qu'il assume la protection des habitants. Non seulement ces moyens sont corréls à la croissance du capitalisme, et donc justifient son développement (et avec ce développement augmente le risque techno-industriel) mais de plus ils sont confiés à des bureaucraties qui invariablement les utilisent pour accroître leur pouvoir de répression dont les victimes de catastrophes sont souvent les premières à souffrir. (L'exemple des expulsions survenues après les incendies parisiens de cet été est à ce titre également significatif.)

Dès lors, le Risque

planant lourdement au-dessus de nos têtes, nos maîtres apprentis sorciers, incapables de prévoir où et quand le ciel tombera, en sont réduits à une prévention de *a minima*, à l'aveuglette en quelque sorte. Cette absence de politique d'anticipation s'accompagne par contre d'une stratégie de communication musclée et d'un retour massif des forces de répression sur le terrain dès que le premier danger est passé. La proclamation *urbi et orbi* de la présence multiforme des risques cherche à enfoncer les populations dans l'angoisse et la résignation, la sur-présence policière, à briser les velléités de rébellion.

Notre avenir ne nous appartiendrait pas plus que notre présent, notre futur se conjuguerait inéluctablement avec une apocalypse à épisodes, voilà ce dont nos excellents maîtres voudraient nous convaincre.

Il est encore temps de lever les hypothèses que ces apprentis sorciers font peser sur notre avenir, de choisir une autre voie, d'oser un autre futur.



## Elections professionnelles dans l'intérim :

# LA FOIRE AUX "ARGUMENTS"

Les boîtes d'intérim tiennent leur place en tant que maillons de la chaîne capitaliste. Les travailleurs, souvent sans qualification, sont ici dispatchés et disséminés entre les chantiers, les plates-formes de tri, les usines etc. ... L'intérim se présente comme l'adaptation du taylorisme au XXIème siècle.

Le travailleur y est baladé d'un lieu d'exploitation à un autre sans pouvoir s'organiser durablement contre les tyrans. Il ne peut donc pas se constituer durablement avec ses pairs en un ensemble capable de faire bloc contre le patronat. Ainsi les travailleurs étant divisés et isolés, le capitalisme peut régner en maître sans avoir à craindre quelque contestation que ce soit.

Comme dans tous les lieux d'exploitation générés par le système capitaliste, les partis politiques et syndicats, les gauchistes réformards tentent de d'anticiper tout mouvement de contestation spontanée en dévoyant la combativité ouvrière et en l'encaissant.

Trouvant dans la misère des exploités les ressources en hommes et en voix dont ils ont besoin pour continuer à perdurer, ils nous vampirisent. Empruntant les douces voix des sirènes qui dans les mythes entraînaient les marins dans les profondeurs abyssales, nos modernes sirènes ne reculent devant rien pour attirer les travailleurs dans leurs filets et les amener à participer à la mascarade des élections professionnelles qui nous est présenté comme le summum de la démocratie.

Chez Adecco, une des principales boîtes d'intérim, des élections syndicales se préparent actuellement. Les principales centrales syndicales usent à cette occasion des astuces les plus grossières et font preuve d'un prosélytisme exacerbé pour tenter de gonfler les urnes à leur profit.

Ce qui leur fait le plus peur ? L'abstention ! Comme le

pleurniche la CGT dans un de ses tracts : "Ne recommencez pas ce qui est déjà arrivé, ne jetez pas vos bulletins de vote à la poubelle", et d'ajouter, pour ceux qui ne le sauraient pas "mettez-les dans l'enveloppe". Car, "une élection de ratée c'est 2 ans de perdu" ... mais perdus pour qui ? La CGT se garde bien de nous le dire. Pour les syndicats institutionnels, qui pèsent leur représentativité (et tout ce qui va avec : subventions...) au nombre de voix ? Sûrement. Pour leurs chefs qui profitent du système ? Sûrement aussi. Pour les travailleurs ? Nous attendons la démonstration !

D'autant qu'elles n'ont pas vraiment l'air de s'intéresser vraiment à nous. Ainsi, ce n'est que par "les nombreux retours" que la CGT s'est rendue compte de l'état de précarité et de la détresse des intérimaires ! Sûr, les "camarades syndicalistes" ne pouvaient pas s'imaginer que l'inté-

rim engendre automatiquement la précarité ! Et comme ils vont de découverte en découverte, ils nous expliquent à la suite : "En effet, nous nous sommes rendu compte que nombre d'entre vous vivent dans des conditions de logement indécentes". Quelle découverte ! Il fallait effectivement de "nombreux retours" pour savoir ça et toute la sagacité de grands leaders syndicaux ! Malgré l'emploi aléatoire, des salaires de misère, des frais de transport dans tous les sens, les grands pontes de la CGT croyaient sans doute jusqu'à présent que les intérimaires pouvaient se payer une villa à Neuilly. Heureusement que grâce aux élections

syndicales, ils ont regardé vers le bas et fait cette découverte. S'il fallait une démonstration supplémentaire, tout le baratin cégétiste montre simplement que sans rien connaître de nos vies, tous ces gens sont une bureaucratie qui se croit apte à nous donner des ordres ! Laissez-moi rire !

**Cfdt** Spécial Elections

Les délégués du personnel Titulaires élus auront 15 heures de délégation payées chaque mois

De nombreux postes restent disponibles.

**POURQUOI LA CFDT ?** Seule la CFDT défend, auprès du Tribunal d'Instance, les intérimaires élus au CHSCT (Commission Hygiène Sécurité et Condition de Travail).

**Adecco**

Ne recommencez pas ce qui est déjà arrivé dans le passé, ne jetez pas vos bulletins de vote à la poubelle, mettez les dans l'enveloppe. Les conséquences sont trop graves, une élection de ratée c'est 2 ans de perdu !!

**CGT**

Avec ces nombreux retours, nous avons pu nous rendre compte de la détresse de nombreux salariés précaires. En effet, nous nous sommes rendus compte que nombre d'entre vous vivent dans des conditions de logement indécentes. Beaucoup vivent dans des foyers Sonacotra.

(suite en page 11)

(suite de la page 10)

La CFDT fait miroiter d'importants avantages à ceux qui viendraient grossir ses rangs et se présenteraient sous ses couleurs aux élections syndicales. Elle n'y va pas par quatre chemins. C'est carrément de l'argument commercial : "Les délégués du personnel titulaires élus auront 15 heures payées chaque mois", même assorti du commentaire "pour défendre les intérêts des salariés d'Adecco", mettre cet argument en gros caractères montre bien qu'il n'est pas ici question de "solidarité" mais bien d'avantages personnels. Pour ceux qui hésitent encore, la CFDT ajoute "de nombreux postes (d'élus !) restent libres". Avis aux amateurs donc. Après avoir recruté ceux qui cherchent à se placer, la CFDT continue à jouer la division car elle souligne qu'elle défend "auprès du Tribunal d'Instance les intérimaires élus au CHSCT", manifestement, les pas élus peuvent toujours se brosser !

Si les syndicats institutionnels estiment que nous pouvons brader notre liberté de penser et d'agir ainsi que notre dignité pour deux jours de repos supplémentaire par mois (c'est comme cela que ça se traduit bien souvent chez les "élus"), ils sont bien obligés de constater que les intérimaires ne se précipitent pas sur "les postes à prendre" malgré tous les efforts qu'ils déploient. Même si nos conditions de vies sont misérables, nous avons compris que la lutte que nous avons à mener ne se limite pas à quelques minutes dans un bureau à dire "amen" aux décisions prises par les chefs syndicaux. Non, c'est un acte de tous les jours et de toutes les heures, un engagement personnel et total pour un changement radical de société.

Alors, organisons-nous ensemble dès maintenant contre les exploiteurs qui profitent de notre sueur ! Pour le boycott des élections quelles qu'elles soient, à Adecco comme ailleurs, et pour une lutte unie des travailleurs contre la machine capitaliste !

Des intérimaires en lutte

Des tracts appelant au boycott des élections professionnelles chez Adecco sont disponibles. Les demander aux tables de presse ou à l'Union régionale CNT-AIT.

## Guerre sociale contre les chômeurs :

L'ANPE aide le patronat à casser les acquis sociaux !

- Jugement de valeur culpabilisant contre des chômeurs de longue durée, en général, et seniors, en particulier, en entretien. Refus de reconnaître le sabotage par les employeurs dans la sélection à l'embauche, à cause des conventions collectives qui garantissent la rémunération en rapport avec l'ancienneté et l'expérience professionnelle acquise.

- Volonté explicitée en entretien PAP (projet d'action personnalisé), de rayer des demandeurs d'emploi des services qu'ils sollicitent. (ils font probablement tache dans les statistiques de l'agence) : "Qu'est-ce que vous venez faire à l'ANPE ? Si vous ne trouvez pas d'emploi, c'est que vous ne cherchez pas !" (déclaration faite à un chômeur non indemnisé, convoqué dans le cadre du PAP).

- Orientation des chômeurs, en général, et de longue durée en particulier, vers des secteurs d'activités autres que leurs qualifications. Et vers des emplois non qualifiés avec perte des acquis sociaux.

- Orientation des chômeurs vers les boîtes d'intérim par les conseillers de l'ANPE. C'est le comble ! Et en plus, cette agence dont la mission devrait être de mettre en rapport les offres-employeurs et les demandes d'emploi, pratique la sous-traitance en formation de chômeurs, alibis d'échanges économiques juteux, financés par le contribuable sur un mode tout autre que celui de l'intérêt général, puisqu'il sert davantage les organismes de formation que les chômeurs eux-mêmes qui se retrouvent au même point ensuite.

La question qui vient à l'esprit devant cette réalité, c'est : Est-ce que les conseillers ANPE concernés agissent de leur propre chef ? Leur recrutement ayant eu lieu sur la base d'un profil professionnel correspondant à ce type de politique antisociale, au bénéfice des suceurs de fric ? Ou correspondent-ils simplement à la politique de M. Hollande et M. Jospin, qui s'entendent étonnamment bien sur ce point avec M. Chirac, M. Raffarin et de Villepin ?

Personne n'ignore que le comptage actuel du chômage est basé sur de tels critères qu'ils ne reflètent plus la réalité du nombre des sans-emploi. Il masque l'état catastrophique de la situation économique et sociale. Pour des intérêts électoralistes et de cohésion sociale visant à faire durer l'exploitation du grand nombre au profit de quelques-uns.

On mesure l'inconscience manifeste de la plupart des contemporains, y compris de salariés, concernant les réalités économiques oppressives des sans-emploi survivant au jour le jour sur la base des minima sociaux en dessous du seuil de pauvreté. La réalité quotidienne est méconnue ou, si elle est plus ou moins connue, le conseiller ANPE en déduit la nécessité d'un "appui social" laissant entendre une mauvaise gestion de sa vie par le naufragé de l'emploi. Écartant ainsi toute responsabilité du système économique, social et politique, ainsi que l'échec de l'institution pour laquelle il travaille.

Devant des gens repoussés dans l'extrême survie, des salariés déclarent (à juste titre) que leur pouvoir d'achat a diminué, sous-entendant, que les exclus économiques ne sont pas les seules victimes. Il en découle un ordre des priorités sociales irrationnelles, des pratiques qui divisent pour régner au service de la régression sociale.

Face aux graves attaques que subit notre classe sociale de toutes parts, il ne nous reste qu'à nous unir et nous solidariser en dehors de toutes manipulations politiciennes et électoralistes de partis et autres, qui se cachent même sous l'apparence d'associations ou de comités de chômeurs.

L'État, les patrons et leurs alliés s'organisent. Ne restons pas seul(e)s !

Organisons-nous toutes corporations confondues ! Solidarité active en auto-gérant et en fédérant nos luttes. Légitime défense sociale !

Syndicat inter-corporatif des Landes CNT-AIT

# PETIT VOYAGE EN UTOPIA

Les cinémas Utopia sont maintenant bien connus des lecteurs du Combat syndicaliste. Il s'agit d'une chaîne de salles de cinéma qui se veut différente des grands multiplexes : programmation décalée et alternative, affichage politique "de gauche" clairement proclamé, notamment dans la "Gazette", journal des programmes du

cinéma qui est distribué gratuitement à l'entrée du cinéma et diffusé dans tous les lieux culturels ou alternatifs de la zone d'achalandage du cinéma. Drainant par des tarifs avantageux et une politique différente une clientèle d'étudiants et de personnes "engagées", ils se veulent les archétypes d'une nouvelle forme de militantisme.

Mais l'envers de l'écran n'est pas aussi rose. En effet, Utopia c'est aussi une entreprise, avec des patrons et des salariés. On aurait pu s'attendre à ce que les relations de travail à Utopia soient différentes de ce qu'on retrouve dans une entreprise classique. Elles le sont en effet puisque à l'Utopia Toulouse, le patron a expérimenté une politique sociale dont le Medef n'ose pas toujours rêver : travail bénévole, primes à la gueule du salarié et en fonction de son degré d'accord avec l'idéologie du patron, etc. ... Des anciens salariés d'Utopia Toulouse ont osé briser la loi du silence et dire tout haut ce qu'un certain milieu militant connaissait depuis longtemps, mais préférait taire pour ne pas écorner l'image et surtout pour continuer à bénéficier des largesses d'une salle où ils peuvent organiser "cycles ciné" et autres "fêtes militantes".

De la même façon que lorsque les salariés d'un Mac Do sont en grève, des copains de la CNT-AIT de Paris Nord sont allés à la rencontre du public et des salariés de l'Utopia de St-Ouen, en banlieue Nord, pour y faire savoir comment ça se passe à Utopia Toulouse et susciter des solidarités.

## La guerre d'Utopia (Part one)

Une première distribution de tract a donc été organisée un soir de février. Nous nous sommes retrouvés avec des copains du Groupe Makhno de la Fédération anarchiste et du Collectif libertaire "l'Insurgé du 95". Nous mettons en pratique les techniques rodées sur les piquets tenus devant les fast-foods et autres Pizza Hut : distribution de tracts et slogans ("A Utopia l'exploit-

tation c'est pas du cinéma", "A Utopia les primes à la gueule de l'emploi"). A l'affiche il y avait notamment "Le couperet" de Costa Gavras (l'histoire d'un tueur de chômeurs) et surtout "La corporation", film de dénonciation des multinationales américaines auquel participent Chomsky, Michael Moore ("Fahrenheit 9/11") et Naomi Klein ("No Logo"). Bref, des films où le capitalisme est mis en accusation. Nous pensions dès lors trouver un public réceptif à notre action. Grave erreur ! En fait, pour la plupart des spectateurs "alternatifs", les conditions humaines dans lesquelles un film peut leur être projeté n'ont pas d'intérêt. Il semble qu'aucun des spectateurs présent ce soir-là n'ait réalisé que pour qu'un film soit projeté, il faut qu'il y ait des humains qui mettent la bobine dans le projecteur ... Seul comptait leur désir de consommation culturelle.

L'argument massue -ou plutôt qui se voulait tel- qui nous était asséné c'était "*de toute façon Utopia, c'est quand même mieux que les multiplexes UGC*" ... Nous en étions là de nos discussions quand nous avons vu sortir du cinéma le gérant, visiblement sur les dents, venu nous dire que s'il ne nous empêchait pas de distribuer nos tracts (!) il nous demandait de bien vouloir ne pas gêner l'entrée des clients. Éclat de rire général ! C'est mot pour mot la phrase que nous sortent les managers de Mac Do quand nous piquetons "leur" restaurant !

Avant de partir, nous avons discuté avec des membres du personnel du restaurant associatif qui partage ses locaux avec Utopia et qui nous ont confirmé qu'à St-Ouen non plus, tout n'était pas rose ... Fin du premier épisode.

## L'empire Utopia contre attaque (Part Two)

Dans la Gazette d'Utopia de Toulouse, la contre-attaque patronale s'était étalée avec force mauvaise foi. Pour appuyer ce pur moment de propagande patronale, le dessinateur Charb s'était fendu de plusieurs gri-bouillis dont l'un qui disait "*Pourquoi la CNT Toulouse ne vérifie pas ses infos ? Parce que c'est du boulot ducon*".

Ayant appris que le sieur Charb devait dédicacer ses œuvres dans une sympathique librairie parisienne, nous avons décidé de lui amener la dite Gazette, ainsi qu'un tract "*Attention, Jacques Faizant de gauche !*". A notre arrivée, Charb tout sourire dédicait aux quelques badauds présents ses "Gromit et Tartempion", arborant un magnifique t-shirt jaune poussin. Un compagnon lui fit remarquer que - vu les dessins qu'il avait fait dans la Gazette - le jaune était une couleur qui lui allait particulièrement bien. On assista alors à un festival de Charb qui - sans jamais se départir de son flegme - alterna entre pure mauvaise foi et cynisme intégral. Il nous ressortit les arguments patronaux qu'il connaissait par cœur -c'est donc que l'histoire l'avait touché, et ses amis avec. Nous les avons démontés un par un, preuves à l'appui (nous avons amené avec nous les documents permettant d'étayer toutes nos affirmations). Il finit par admettre que nous avions bien vérifié nos affirmations, et que c'était lui qui n'était pas suffisamment informé. Il nous expliqua qu'en fait son premier travail avait été illustrateur dans la gazette d'Utopia St-Ouen. Il était donc redevable aux patrons du ciné de lui avoir mis le pied à l'étrier.

(suite en page 13)

(suite de la page 12)

Les patrons de St-Ouen ayant monté l'Utopia de Toulouse, à titre amical il avait donc fait l'illustration en reconnaissant que "c'est un dessin de pure mauvaise foi". Il nous sortit également que de toute façon pour travailler à Utopia il fallait "adhérer à l'idéologie de l'entreprise". Des anciens équi- piers de Mac Do, présents parmi nous, crurent entendre leur ancien manager... Pour lui, l'exploitation à Utopia existait, comme dans toute entreprise, mais ce n'était pas pire qu'à l'Huma ou à Charlie Hebdo où il travaille par ailleurs. Nous l'avons invité à nous envoyer des textes de dénonciations,

ce question public, qui avait visible- ment déserté la culture pour les plages estivales, mais cette absence de spec- tateurs a permis à des salariés d'Utopia de sortir pour discuter avec nous.

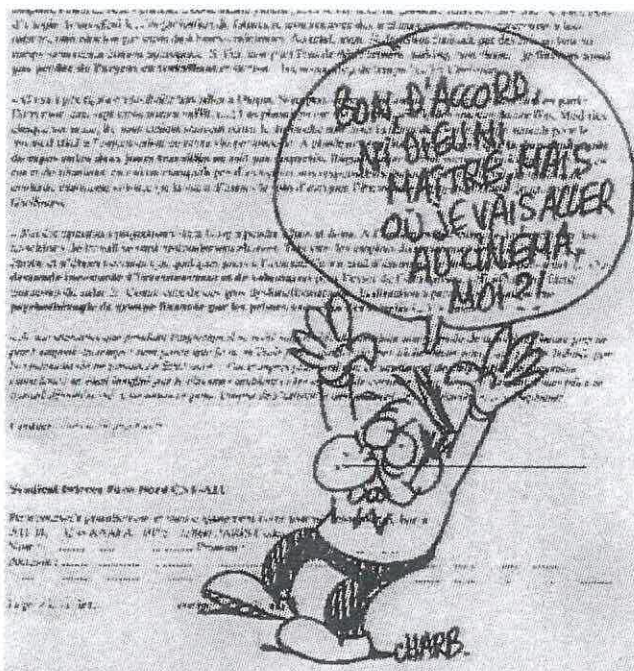
La première personne, assez éner- vée, nous cria que de toute façon tout ce que nous disions c'était des men- songes et des méchancetés. Et que d'abord Utopia St-Ouen n'avait rien à voir avec Utopia Toulouse, que c'était des entreprises distinctes. Un compa- gnon lui fit remarquer qu'elles avaient quand même le même nom, le même logo, la même enseigne, les mêmes formes de gazette... il lui expliqua alors ce qu'était le système des fran- chisés. L'employé

exemplaire fut remis à chacun des employés. Bien sûr la direction n'eut pas le scrupule démocratique de don- ner un exemplaire de notre tract aux employés afin qu'ils confrontent les deux versions... Ce que nous fîmes, en expliquant le problème de Toulouse et notamment les heures sup' non payées. La pratique toulousaine le scandalisa et il nous dit de façon très nette qu'à St-Ouen s'il leur arrivait aussi de faire des projections-pressé ou autres extras, les heures étaient notées et intégralement payées et que si ce n'était pas le cas, ils refuseraient de venir bosser. Message transmis aux salariés toulousains...

### La menace fantôme (conclusion)

En plus des actions terrains, nous avons publié sur notre site les diffé- rents tracts concernant l'affaire Utopia. Ceci nous a valu un abondant courrier d'anciens salariés de diffé- rents cinés, qui corroborait tout ce que nous dénoncions. Nous sommes aussi entrés en contact avec des compa- gnos d'Orléans qui connaissaient les mêmes problèmes dans un ciné fonc- tionnant sur le même mode.

Pour le syndicat Paris Nord, ces actions s'inscrivaient dans une triple démarche logique, de solidarité avec des travailleurs qui réclament leurs droits, de dénonciation de l'hypocrisie d'une gauche-spectacle à l'intelligence servile, et d'unité dans la lutte avec des compagnons sur des bases anarcho- syndicalistes. Ces interventions, les rencontres et les discussions qu'elles permettent nous renforcent dans la conviction que l'autonomie des tra- vailleurs et l'action directe peuvent être des leviers puissants, qui inquiè- tent les patrons. En ces temps où tout est marketing, l'image de marque devient un capital important de l'en- treprise. Pour toutes ces entreprises culturelles, qu'elles soient sous le stat- ut privé ou associatif, une certaine image "engagée" leur sert de caution morale. Aller à la rencontre de leur public, c'est commettre un vrai crime de lèse-majesté car c'est dévoiler l'im- posture. Mais il n'y a pas d'autres alternatives pour des révolutionnaires - sauf à se renier- que d'être en rupture et de dénoncer aussi les marchands de sommeil et d'illusion.



que nous serons ravis de publier. Il vanta également la création de petites entreprises ou encore la marchandisa- tion de la culture, et autres sottises qui nous laissèrent sans voix (ainsi que d'autres personnes présentes). Il conclut en disant que de toute façon, quand il allait au cinéma, il ne s'inté- ressait pas à ce qui se passait derrière l'écran. Il finit par nous dédicacer notre tract d'une illustration qui se passe de tout commentaire et que nous reproduisons ici.

### Le retour du Jedi (Part Three)

Suite à l'épisode précédent, nous avons donc organisé une nouvelle dis- tribution de tracts fin juin, avec les mêmes participants et le même scéna- rio. Certes la période n'était pas propi-

avait eu lieu par rapport à un problème en province, ils ont cherché à com- prendre d'où cela pouvait venir. Le problème c'est que les salariés des dif- férents Utopia ne se connaissent pas entre eux et donc il est difficile d'avoir des informations. Pensant que les pro- blèmes venaient de Bordeaux (une invitation aux copains de Bordeaux pour agir ?), ils avaient cherché à contacter les employés du cinéma girondin, mais sans succès. La direc- tion quant à elle a convoqué tout le personnel pour une réunion "de crise", pour leur dire que la CNT avait distri- bué un tract à l'entrée du cinéma, que cela concernait Toulouse et seulement Toulouse et que de toute façon tout était expliqué dans un article de la Gazette d'Utopia de Toulouse dont un

## A propos de l'incendie

## Boulevard Vincent Auriol (Paris).

L'immeuble qui vient de brûler à Paris rue Vincent Auriol a une histoire très particulière : il fut une "victoire du D.A.L.", suite au campement du Quai de la Gare. L'objet de l'article qui suit n'est pas de relancer une polémique, mais l'amnésie hypocrite des organisations de gauche et d'extrême-gauche qui "communiquent" est scandaleuse, indécente, et mérite un rappel des faits.

## Un peu d'histoire ....

Le phénomène des taudis et des marchands de sommeil est aussi vieux que l'industrialisation de la région parisienne. Chaque immigration l'a subi y compris, à une époque, les Bourguignons, les Bretons, etc. considérés comme des étrangers à Paris... avec à la clé des drames comme celui que vient de vivre le boulevard Vincent Auriol.

A partir de l'année 1980, on voit des familles maliennes, sénégalaises, squatter des immeubles laissés vides dans des quartiers en voie de rénovation. La presse en parle comme étant des "dealers de drogues dures", pour justifier l'expulsion de familles (îlots Chalon, rue des Flandres). En 1987, suite à une série d'incendies meurtriers, un petit groupe militant crée le CML (Comité des mal-logés) qui organise l'occupation de logements H.L.M., intervient quotidiennement contre les marchands de sommeil et dénonce la politique du logement comme un aspect de l'exploitation subie par les ouvriers. En quelques années le CML devient une structure de nombreux mal-logés/militants. Au printemps 1990 le gouvernement (de gauche), décide de lui régler son compte en expulsant deux immeubles squattés qui abritaient les locaux du CML. Ce fut une des rares expulsions loupées de l'histoire des squats à Paris. Malgré un déploiement de force spectaculaire (2 000 C.R.S.), les militants du C.M.L. occupent la rue et, au bout de quelques jours, l'ensemble des organisations classées à gauche, à l'extrême-gauche, au centre ainsi que des organisations caritatives les rejoignent. Bref, toutes les organisations opposées à Chirac (maire de Paris à l'époque) se précipitent place de la Réunion pour soutenir le CML. La place de la Réunion sera occupée six mois et tous les expulsés seront relogés en logement H.L.M., conformément aux revendications du CML.

Le CML et les organisations qui

viennent le soutenir n'ont pas les mêmes orientations. Par accord tacite, la rupture n'éclatera qu'après le dernier relogement, avec la création du DAL. Pour faire rapide on peut comparer les divergences entre eux avec celles qui existent entre ceux qui défendent un "syndicalisme de lutte de classe" et ceux qui défendent un syndicalisme "de participation". Les organisations se veulent "pragmatiques", critiquent la politique de Chirac et limitent la question du logement à Paris intra-muros. Elles pro-



posent des solutions qui se voudraient à la fois plus convenables pour les mal-logés et acceptables pour le gouvernement. En fait, elles ne font que répondre aux attentes de l'État, qui se désengage du logement social. Aux revendications portées par des ouvriers demandant leurs droits en matière de logement, elles substituent le besoin d'un toit pour des pauvres familles... et entérinent de ce fait la fin du logement social.

Le CML refuse les relogements "provisoires", les baux glissants, les relogements en cabanes Algéco, parce qu'il y voit la reconduction des taudis. En effet ses adhérents ne sont pas "à la rue" mais vivent dans des taudis, et c'est pour sortir de cette situation de préca-

té qu'ils luttent. Le CML ne fait pas de différence entre Paris, sa banlieue, voire la France entière quelle que soit la couleur politique des communes ou il intervient et fonctionne sans hiérarchie dirigeante, les mal-logés trouvant leur force dans leur unité.

Le DAL (Droit Au Logement) est créé en concurrence du CML et toutes les organisations le soutiennent, mais le CML peut encore compter sur bon nombre de mal logés, de jeunes squatters, et il a pris l'habitude de s'implanter sur les lieux de travail (grève à la COMATEC, débrayages au nettoyage de la ville de Paris). Le DAL, poussé par la nécessité d'apparaître comme le représentant unique des mal-logés se lance dans des interventions, et ses premières mobilisations sont des échecs parce qu'il manque de crédit auprès des mal-logés. Alors il organise dans l'urgence un campement sur les bords de la Seine, au quai de la Gare. Cette lutte jouit, comme toutes les actions du DAL, d'une large couverture médiatique en sa faveur, alors que sur le campement c'est la catastrophe, les mal-logés sont isolés et ne peuvent bénéficier de la solidarité du voisinage. Les problèmes s'amoncellent. Les mal-logés qui campent sont privés de toute autonomie (exemple : le prési-

dent du DAL, JB Ayraud est convaincu d'avoir versé la caisse du DAL au profit d'une association qu'il contrôle sans contestation pour empêcher les gens de gérer leur lutte). Le gouvernement sera obligé de prendre directement les choses en mains, de déplacer l'abbé Pierre pour "convaincre" les mal-logés d'accepter des relogements provisoires en cabanes Algéco, ou dans cet immeuble délabré et réquisitionné par l'État boulevard Vincent Auriol (avec la menace à la clé de démonter les tentes financées par Emmaüs et les organisations pour mettre fin au campement.)

Cette "victoire du DAL", qualifiée comme telle par le DAL et les organisations qui le composent ou le soutien-

(suite en page 15)

(suite de la page 14)

nent est une défaite pour tous les mal-logés. D'une part, les gens sont relogés dans des taudis, avec des baux précaires qui les privent de droits. Quant aux relogements définitifs, ce ne sont que des promesses peu crédibles, car la politique du logement n'a pas changé et les associations liées à Emmaüs, qui gèrent les baux glissants, ne relogent la plupart du temps que des célibataires et des couples sans enfants. D'autre part, pour briser l'unité des mal-logés (victoire principale du CML) et leur résistance, le DAL organise la division, favorise les corrompus, exacerbe les rivalités, ce qui fait que l'immeuble boulevard Vincent Auriol est un lieu ingérable, et on aura recours à des vigiles privés pour maintenir l'ordre dans les camps d'Algéco.

Tout cela est présenté dans les médiats, dans le discours des organisations comme une "victoire du DAL" qui désormais aura "relogé plus de familles que le CML". Ils se félicitent d'avoir créé un précédent en obligeant l'État à réquisitionner des logements vides, (en fait des super-taudis), et présentent aussi comme "victoire" la mise en place par l'État d'un partenariat avec les associations caritatives pour la gestion des baux glissants (et aussi pour la gestion des mises sous tutelle, mais cela ils en parlent beaucoup moins).

Si le drame qui vient de se produire boulevard Vincent Auriol est avant tout la conséquence d'une politique libérale, sur ce cas, la responsabilité d'Emmaüs, du DAL, des organisations de gauche et syndicales est précisément engagée. Précisons que depuis des dizaines d'années les pouvoirs publics proposent des relogements provisoires aux familles mal-logées, comme dans cet hôtel de l'Opéra qui a brûlé en avril. Les mal-logés relogés boulevard Vincent Auriol n'étaient pas à la rue. Ils ont rejoint le DAL comme d'autres ont rejoint le CML pour revendiquer d'autres logements que leurs taudis. Le DAL n'aura servi qu'à user les volontés de lutte, pour faire accepter au mal-logés ce qu'ils refusaient au départ. Ce drame démontre que le DAL n'a rien résolu pour ces familles contrairement à ce qu'il clamait haut et fort à l'époque du quai de la Gare. Non seulement elles auront vécu dix ans de plus dans un taudis mais il faut, une fois de plus, que certains en meurent pour qu'on en prenne conscience.

Rémy et Gaby

**École de la république, école de la soumission,  
de la sélection sociale et de ...**

## L'évaluation permanente

On sait depuis des lustres que l'école maternelle et primaire sont les lieux où l'on apprend essentiellement à se soumettre à l'autorité d'un adulte institutionnel, un agent de l'État. Il est vrai aussi qu'un bon nombre d'instituteurs tache, malgré tout, au quotidien, de faire passer la "pilule" en mettant en place des stratégies de coopération. Le maître n'étant soi-disant pas le seul à décider, les élèves peuvent avoir l'impression de participer activement à la "vie" de la classe... Ce que l'on sait moins, c'est que d'années en années, nos chers enfants sont "évalués" de façon quasi-permanente :

\* Maternelle : Évaluations officielles en moyenne section puis en grande section.

\* Élémentaire : Évaluation officielle à l'entrée du CE2,

\* Collège : Évaluation officielle à l'entrée de la 6ème....

On parle désormais d'évaluations officielles en CE1 et en CP... Auparavant, on faisait un "contrôle" global de l'enfant, afin de s'assurer que les notions abordées avaient été acquises... Un point c'était tout... Ces évaluations rentrent dans une toute autre démarche. Elles évaluent tout un ensemble de contenus mais aussi de comportements attendus à l'école. Elles transforment l'enfant en une somme de pourcentages de réussites ou d'échecs qui seront gravés et inscrits tout au long de sa scolarité...

Auparavant, quand on constatait qu'un enfant était en difficulté, on lui laissait toujours une chance de mieux faire l'année suivante... Désormais cela devient difficile... Bien souvent, l'enfant qui rate ses évaluations de CE2... sera marqué et conduit plus tard en SEGPA. Avec tout un dispositif : psychologue scolaire, soutien de l'enseignant qui ne peut y parvenir car il a 30 gamins... etc. Si malgré tout il parvient au collège grâce au soutien de son instituteur... Attention les évaluations d'entrée en 6ème seront là pour remettre l'enfant dans le "droit chemin" : la SEGPA (un sous-collège).

Les mailles du filet sont désormais étroites pour l'enfant qui ne réussit pas ses évaluations officielles. Disons-le tout net pour l'enfant dit "moyen"...

L'enfant est réduit à une série de grilles d'acquisitions ou de non acquisitions... L'enfance ? Qu'est-ce que ça veut dire... ?

L'évaluation permanente est devenue le maître mot de l'école... DES CHIFFRES ? QUE DES CHIFFRES !... Les élèves doivent faire preuve systématiquement et dans quelques domaines que se soit de "rentabilité".

J'aime mieux ne pas parler de la pression psychologique que l'on fait porter sur les enfants si jeunes... et sur les familles modestes qui le vivent de moins en moins bien. Elles sont parfois désemparées... Car pointer les difficultés des enfants de ces familles, c'est leur dire tout simplement, que leur enfant n'arrivera à rien de bon... Drôles de pratique au sein de "l'école de la république" qui se veut être démocratique....

Peu d'enseignants s'étonnent de ces énormes dérives normatives de super sélection... Ils appliquent les directives du chef avec grande application... Il est grand temps de repenser une autre école pour que les enfants puissent s'épanouir largement... Des pistes existent : les pratiques anti-autoritaires, autogestionnaires, anti-ségrégatives, non-sélectives.

Non savons que l'école fait partie intégrante de deux super structures à anéantir l'État et capitalisme... Alors qu'attendons-nous ? Certains enseignants l'espèrent de tout cœur et ne demandent qu'à s'associer à d'autres pour mettre à mal tout ce système éducatif qui pressurise tant nos enfants, les sélectionne à tout va...

Basta, pour une autre école, révolution sociale et économique !

Bakou

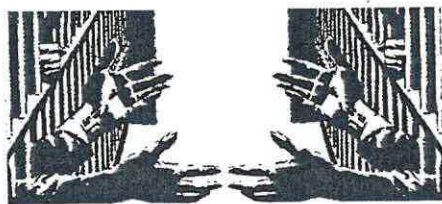




### Hommage à la Révolution espagnole

Ce 19 juillet 2005, quelques dizaines de militants, sympathisants et amis de tous âges se sont retrouvés pour la désormais traditionnelle manifestation de commémoration de la Révolution espagnole (19 juillet 1936) organisée par la CNT-AIT de Midi-pyrénées, place Fédérica Montseny (du nom d'une militante de la CNT-AIT). La parole a été donnée à un ami, fils d'une militante que beaucoup d'entre nous ont connue et appréciée. Lui-même libertaire, il a rappelé en quelques paroles touchantes la geste des révolutionnaires espagnols et l'immense portée constructive de leur action. La parole est ensuite allée au plus ancien d'entre nous avant que des copains, venus de Perpignan, ne donnent un récital chaleureux et sympathique.

Rendez-vous l'an prochain, 19 juillet 2006, toujours à 19 heures et au même endroit.



### Procès politique à la Reynerie

Nous avons rapporté dans notre précédent numéro le procès fait à quatre jeunes habitants de ce quartier populaire, lourdement condamnés en première instance. Le procès en appel avait fait apparaître l'absence de tout élément matériel dans le dossier et les contradictions de l'accusation. En appel, celui qui avait été désigné comme un "meneur" en première instance a été reconnu innocent des faits qui lui étaient reprochés et donc relaxé. Il faut dire que, dans son cas, les accusations policières semblaient dans le plus parfait ridicule. Les trois autres -pourtant condamnés sur les mêmes témoignages policiers que le

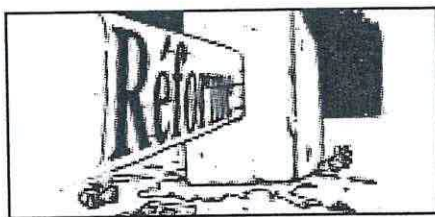
premier- ont vu leur peine confirmée. Deux d'entre eux, soutenus tous le long de leur incarcération par leur famille et un groupe d'habitants du quartier, sont sortis de prison dans le courant de l'été. Le quatrième y est toujours (sortie prévue vers mai 06). Des voisins restent toujours mobilisés pour le soutenir. Vous pouvez envoyer correspondance ou dons au Comité d'action et de soutien aux prisonniers qui lui transmettra.



### Solidarité avec Aussa en grève

L'Union régionale Normandie-Bretagne de la CNT-AIT a décidé de relayer l'appel à la solidarité avec les travailleurs d'Aussa (Séville) en grève illimitée depuis le 16 mai pour exiger la réadmission de 4 employés licenciés (suite à une grève de solidarité en avril) ainsi que la précarisation. Après une grosse mobilisation en Espagne, ce conflit doit maintenant faire l'objet d'un soutien international.

Les dons peuvent être envoyés à CNT-AIT, BP 2010, 14019 Caen cedex en mentionnant "solidarité Aussa".



### Soutien aux lycéens poursuivis par Eiffage et par l'État

Lors du mouvement de jeunes contre la loi Fillon, des lycéens de Millau (Aveyron) sont montés sur le plus haut viaduc du monde (celui de Millau, justement) pour manifester leur colère de manière pacifique. Le gestionnaire du pont, EIFFAGE, multinationale aux millions de chiffres d'affaires demande à présent à ces jeunes sans revenus, en les poursuivant devant la justice civile, quelques 213 000 euros pour les "dommages" que le groupe aurait subi (ce qui ferait bien cher la minute d'oc-

cupation symbolique). Cette poursuite reflète la collusion multinationale-gouvernement pour réprimer les mouvements sociaux.

Les lycéens de Millau ont lancé une pétition pour exiger le retrait de cette plainte aussi inique qu'infondée, l'abandon de toute poursuite contre les lycéens et l'amnistie de ceux qui ont déjà été condamnés partout en France.

(Ecrire au journal qui transmettra).



### Quand Villepin se bagarre dans la rue

Ce n'est pas du père mais du fils dont nous voulons parler cette fois. On ne saura jamais comment cela c'est passé, tant les versions contradictoires ont fleuri. Mais le fait est que le fils de son père a été mêlé à une bagarre de rue (voir Libération du 21 septembre 05). Certes, cette rue se trouve tout de même dans le XVIème arrondissement, chez les de Villepin, on ne se bagarre pas n'importe où. Pour le reste, c'est comme toutes les bagarres que la presse monte en épingle dès qu'elles se déroulent en banlieue. A une différence près : l'affaire, qui n'était pourtant pas sans gravité, a été étouffé prestement. Aucun des fauteurs de trouble n'a passé la nuit au poste. Aucun n'a, malgré la présence des "forces de l'ordre", été victime de la moindre "bavure". Il n'y aura pas bien entendu de poursuite contre le petit Villepin, qui a tout de même une bonne vingtaine d'années. Deux remarques s'imposent : la première, c'est qu'en France des jeunes sont tous les jours, pour moins que ça, jetés en garde à vue, castigés, condamnés (y compris à la prison). La deuxième, c'est que Villepin est à l'origine de lois anti-jeunes, comme celle qui interdit le stationnement dans les halls d'immeuble. Une conclusion s'impose : au lieu d'em... les enfants des autres, monsieur de Villepin ferait mieux de s'occuper des frasques de son fils.

## Des nouvelles au front, des nouvelles du front d'AD

**A**u front et au coeur, les nouvelles nous touchent. L'avocat de Papon est mort cet été, mais Papon est toujours vivant : 3 ans pile (3 fois 365 jours) le 18 septembre 2005 qu'il a été libéré parce qu'il allait mourir !!! - le pôvre, qui n'aurait pu vivre en détention ... ?? ses victimes, de 0 à 99 ans, n'ont pas eu la chance d'une grâce, elles. Et de très nombreux prisonniers, réellement malades, restent en prison, même mourrants, leur cas médical n'est jamais jugé assez sérieux.

Quelques nouvelles du groupe Action directe.

Il y a Joëlle Aubron qui se soigne et qui compte les jours dehors, dehors de l'hôpital dont elle devrait ressortir cette semaine ; jours gagnés ; ce sont bien des nouvelles du front...

Et il y a toujours les 4, la bande des 4, qu'ils gardent incarcérés !

- Pour Nathalie Ménigon, à Bapaume, l'appel déposé à la suite du refus de sa mise en liberté pour raisons médicales vient d'être rejeté : il vient de lui être répondu qu'elle ne pouvait bénéficier d'une grâce médicale car son état de santé à elle était trop mirobolant (elle n'a hélas pour elle jamais travaillé à la préfecture de Bordeaux pendant la guerre) ... Emprisonnée, elle vit, non ? disent-ils, les bien-pensants, les bien-séants, ceux qui ont militairement le doigt sur la couture du pantalon, comme des cousins Papon).

- Pour Jean-Marc Rouillan, à Lannemezan, le 14 septembre, sa demande de mise en liberté devant le Tribunal de Tarbes et le Procureur d'Auch a été plaidée par l'avocat Christian Etelin. La réponse officielle doit arriver le 19 octobre, mais les échanges verbaux de cette audience semblent du "couru d'avance" : que les gens d'AD surtout restent enfermés, c'est le leitmotiv.

Dossier médical ? Jean-Marc en a eu un et il s'est perdu sans doute dans les inondations quelque part en France entre deux centrales.

- Y'a bien sûr aussi Georges Cipriani, toujours détenu en Alsace. Lui aussi a accompli les 18 ans de sa peine incompressible en février 2005. Même s'il a un dossier médical, il n'a pas déposé -souhaité déposer- de demande de libération - il est vrai que le contexte "social" ...

- Et puis il y a Régis, Régis Schleicher. Même s'il est loin des records d'années de détention de Blanqui (dont il occupe toujours à Clairvaux la cellule), il atteint quand même les 21 ans ! Libérable depuis 6 ans (car il avait eu lors de son procès 15 ans de peine incompressible, le maximum alors), il "tient". Refusant de passer sous des fourches caudines -style je m'aplatis devant les emprisonneurs et je me repens-, il est toujours détenu. Y'a toujours une bonne raison pour que sa mise en liberté soit refusée. Pour l'instant, il se prépare à un nouveau procès, pour le condamner suite à sa tentative d'évasion de l'état 2003.

Renata ✎

## Khan Younis : scène de lutte de classe en palestine

Après que des centaines d'enfants de travailleurs au chômage aient été expulsés de l'école publique parce que leurs parents n'avaient pas payé les frais de scolarité, et ceci en accord avec la Loi Palestinienne et avec un décret présidentiel, les Comités Indépendants de Travailleurs [2] ont organisé dimanche un " sit-in " dans le gouvernorat de Khan Younis, pour demander que les travailleurs au chômage soient exemptés du paiement des frais de scolarité pour leurs enfants. Ils protestaient aussi contre le faible nombre de propositions d'emplois à travers le programme de lutte contre le chômage initié par l'Autorité Palestinienne. Durant le " sit-in ", des membres de la police palestinienne appartenant à " la force d'intervention rapide et d'ordre public " ainsi que des membres des Forces Nationales de Sécurité ont détruit la tente montée par les travailleurs qui manifestaient et ont utilisé une force excessive pour disperser les manifestants ; ils ont tiré de nombreux coups de feu en l'air, puis ont tabassé les ouvriers et en ont blessés 14. Trois des blessés ont dû être traités à l'hôpital Naser de Khan Younis.

## Bi'lin : Trois cents Israéliens contre le mur

Trois cents Israéliens ont participé aux actions de solidarité. Quand l'armée a demandé aux 8 Israéliens qui avaient passé la nuit de jeudi à vendredi sur place de partir et qu'ils ont refusé, ils ont été arrêtés. Alors les habitants du village sont sortis de chez eux malgré le couvre-feu, se répandant dans les rues en tapant sur des casseroles. Et ce n'est qu'une fois que l'armée a commencé à tirer des balles en caoutchouc, à lancer des gaz lacrymogènes et des grenades, que des jeunes du village se sont mis à jeter des pierres. Entre-temps 300 Israéliens de Gush Shalom, Ta'ayush, des Anarchistes Contre le Mur et d'autres arrivaient à Bi'lin, en provenance de Haïfa, de Jérusalem et de Tel Aviv. L'armée avait bloqué les routes menant à Bi'lin, mais les manifestants sont passés par la colonie ultra-orthodoxe de Modi'in Illit (Kiryat Sefer). Après avoir marché pendant plusieurs kilomètres et traversé les canyons sous un soleil de plomb, les manifestants ont réussi à rejoindre la "Barrière de Séparation" du côté ouest ("israélien"), accueillis par les gaz lacrymogènes de l'armée, mais avec enthousiasme par les villageois palestiniens de Bi'lin qui leur ont ouvert la porte de leurs maisons pour les protéger et leur offrir de l'eau fraîche.

Pendant environ une heure les manifestants israéliens et palestiniens ont tenu tête ensemble aux soldats et à la police des frontières, scandant "Le Mur, c'est du terrorisme. Ceux qui le refusent sont des héros" et chantant "La prison militaire est l'endroit idéal pour ceux qui ont encore une conscience". Certains interpellaient les soldats en leur disant "Pourquoi vous ne nous serrez pas dans vos bras comme vous l'avez fait pour les colons de Gaza ?".

Environ 25 Israéliens ont été arrêtés, tandis qu'une centaine d'autres parvenaient à rejoindre les pacifistes internationaux, dont une majorité d'Américains, avant qu'arrive un autre groupe d'Israéliens, dont Uri Avnery de Gush Shalom qui fêtait le jour même ses 82 ans.

✎

# UN IMPOSTEUR NOMME MARCOS

En avril 1978, un dénommé Enrique MARCOS accède à la fonction de Secrétaire général de la CNT espagnole. Quelques temps après, il en est exclu. Il devient par la suite un des principaux fondateurs de la CGT espagnole (scission réformiste de la CNT). Tout ceci se passe dans les quelques années qui suivent la mort de Franco et la fin de ses quarante années de dictature (1975). C'est un moment où des foules considérables découvrent la CNT. Un moment où son audience est extraordinaire. Ainsi, quelques semaines à peine après la mort du dictateur, plus de 40 000 personnes étaient réunies au cours du premier grand meeting de la CNT -pas vraiment autorisé- dans la périphérie de Madrid (San Sebastián de los Reyes). Quelques mois après, c'était une foule de quelques 500 000 personnes qui saturait les remblais pour un meeting géant à Barcelone. C'était un moment où la CNT était en capacité de mener des luttes importantes, qui ont pu paralyser le pays (lutte des pompistes) et qui ont souvent été victorieuses. Un moment crucial pour la renaissance de l'anarchosyndicalisme. Il faudra toute une série de coups d'arrêts pour stopper ce développement. Enrique Marcos a été l'instrument de l'un d'entre eux. Depuis mai 2005, il est au centre d'un scandale retentissant dans tout le pays. Le parcours de Marcos, partiellement dévoilé aujourd'hui, contribue à éclairer l'histoire de l'anarchosyndicalisme dans l'ère post-franquiste d'une lumière plus crue.

La CNT, Enrique MARCOS y avait fait son apparition -qu'il présentait comme une réapparition- à la fin des années 70. Dans cette période de convulsion sociale, il exhibe un glorieux passé militant : il a combattu dans la colonne Durruti. Il est ensuite passé en France, où, comme tant d'autres anarchosyndicalistes, il s'est lancé dans la Résistance. Arrêté par la Gestapo, torturé, il est déporté vers les camps de la mort. Donnant plusieurs centaines de conférences sur le sujet chaque année, il devient ce que la presse espagnole appelle "le déporté espagnol le plus connu". Il préside d'ailleurs la principale association de déportés. Enrique Marcos, qui entre-temps a catalanisé son identité en Enric Marco (une façon de brouiller les pistes) voit ses mérites reconnus. En 2001, la Generalitat (le gouvernement catalan) lui décerne la "Croix de Saint Jordi", sa plus haute distinction civile, pour, entre-autre, " toute une vie de lutte antifranquiste et syndicaliste"<sup>1</sup>. Le 27 janvier 2005, c'est lui seul qui représente les déportés lors du premier hommage rendu aux victimes

de l'holocauste par les Cortès (le Parlement espagnol). Le 8 mai dernier, il devait en présence du Premier ministre, José Luis Zapatero, être la vedette d'une commémoration officielle sur le site de Mauthausen, camp où plus de 5 000 antifascistes espagnols ont été exterminés. Mais ce jour là, Enric Marco, est "malade". Il a été prévenu que le scandale va éclater : un historien a eu la curiosité de consulter les archives du Ministère espagnol des affaires étrangères. Il y a trouvé les pièces qui prouvent qu'en 1943 monsieur Enric Marco -ou Enrique Marcos, comme on voudra- était certes en Allemagne, mais volontairement, sous contrat avec l'entreprise Deutsche Werk.

Comme l'écrit la presse espagnole : "Jamais il n'est parti d'Espagne en tant qu'exilé. Jamais il n'a fait partie de la Résistance française. Jamais il n'a été en camp de concentration" ("Veinte Minutos"). Ajoutons pour notre part que, probablement, il n'a été dans la colonne Durruti et que jamais, certainement, il n'a jamais été anarchosyndicaliste.

Mais alors comment expliquer le passage d'Enric Marco à la tête de la CNT renaissante de la fin des années 70 ? Juan Gomez Casas qui, lui, a réellement milité toute sa vie, a posé publiquement la question<sup>2</sup> : "Qui est Marcos ?" demandait-il alors, avant de conclure "cet individu une fois parvenu, à force de mensonges, à obtenir la confiance des anarchosyndicalistes, n'a eu de cesse de les trahir". Car là est bien le rôle qu'a joué Marco. Pour le comprendre, faisons un retour sur la "transition démocratique" espagnole. Elle débute dans un climat d'ébullition, une sorte de "Mai 68" chronique. Une nouvelle génération surgit dans la vie politique espagnole et se lance à corps perdu dans la bataille. Malgré l'épée de Damoclès d'un coup d'État militaire, malgré la répression, les luttes se développent. Les classes dirigeantes, veulent se "démocratiser", mais sans perdre une miette de pouvoir. Elles négocient alors avec les "forces de gauche" le "Pacte de la Moncloa" : en échange de la légalisation du Parti communiste, d'un retour à la "démocratie", d'une amnistie, d'élections et certainement de quelques prébendes, tout le monde se met d'accord pour accepter la monarchie et une politique d'austérité anti-ouvrière. Tout le monde sauf la CNT. Car si les deux autres syndicats (Commissions ouvrières et UGT) en bonnes courroies de transmission de leur parti respectif (communiste pour

(suite en page 19)

## Les merdias à l'œuvre

Si, quand il était à l'honneur, les médias n'ont jamais senti le besoin de rappeler que Marco avait été un des responsables de la CNT, une fois sa supercherie découverte, ils se sont précipités pour publier cette information. Par contre, ils ont tous, ou presque, oublié de mentionner qu'il avait été exclu de la CNT dès 1979 et qu'il avait créé la CGT en 1989. Deux "détails" certainement sans importance. La palme de la désinformation revient au Monde dont l'éditorial (13 mai) pouvait laisser entendre que Marco était toujours secrétaire national de la CNT.

(suite de la page 18)

Parti communiste, d'un retour à la "démocratie", d'une amnistie, d'élections et certainement de quelques prébendes, tout le monde se met d'accord pour accepter la monarchie et une politique d'austérité anti-ouvrière. Tout le monde sauf la CNT. Car si les deux autres syndicats (Commissions ouvrières et UGT) en bonnes courroies de transmission de leur parti respectif (communiste pour l'une, socialiste pour l'autre) acceptent le marché, la CNT le refuse. La CNT, à qui la Révolution de 36 et sa résistance acharnée pendant les quarante années de dictature assure un prestige, une légitimité et une capacité d'action considérable, devient alors la bête à abattre. Tout est bon pour cela<sup>3</sup>. A côté des provocations, des assassinats de militants<sup>4</sup> l'exacerbation de tensions internes fournit une arme essentielle contre la CNT. C'est là, bien entendu, que nous retrouvons Enric Marco, lui qui déclare, par exemple, en septembre 1979, au cours d'une conférence de presse qu'il a convoqué en qualité de Secrétaire général de la CNT : *"Le 8 décembre aura lieu le Vème congrès confédéral de la CNT, qui mettra fin à de longues années de sectarisme et de bureaucratie de l'exil... Il est nécessaire de mettre fin à toutes tentatives de contrôle de l'exil... (Il faut) reconsidérer notre stratégie syndicale... Nous devons établir des relations avec les autres organisations de travailleurs"*. "Etablir des relations avec les autres organisations de travailleurs", c'est-à-dire avec les signataires du pacte de la Moncloa, on voit tout de suite à quoi cela pouvait mener. Quant au débat sur la place de l'exil<sup>5</sup> dans la CNT, il faut se souvenir que l'exil, avec toutes ses faiblesses, était à ce moment là garant d'une continuité historique et surtout d'une continuité révolutionnaire. Insulter les militants de l'exil, afficher qu'il fallait en finir avec eux, s'était clairement indiquer vouloir rompre avec une orientation révolutionnaire. Marco, avec quelques autres, s'est chargé de cette tâche.

Ce que nous apprenons aujourd'hui permet d'apporter une réponse à l'interrogation de Juan Gomez Casas. Qui est Marco, qui est cet homme qui,

dans la période cruciale 75/80, était au premier plan en tant que porte-parole d'une organisation que l'État espagnol s'était juré d'abattre ? La première partie de la réponse est simple : un fiéffé menteur. Quant à la seconde, que chacun se fasse son opinion. Pour notre part, nous soulignerons simplement que c'est dans des archives ministérielles qu'un historien a trouvé, rangé à sa place, le dossier sur la vie de Marco dans les années '40. Tous ceux qui ont eu une expérience minimale de la police franquiste et de la police post-franquiste (c'était d'ailleurs la même) savent avec quel soin méticuleux elle recueillait et analysait le moindre renseignement sur les militants. C'était même une obsession. Il est donc tout à fait impossible qu'à l'époque où Marcos était Secrétaire national de la CNT, le ministre de l'intérieur n'ait pas eu entre les mains les preuves qu'il mentait et que toute la biographie qu'il étalait déjà dans la presse était fausse. Il lui suffisait de lâcher cette information pour abattre médiatiquement le "N°1" de la CNT et porter un coup à la crédibilité de cette organisation. Pourtant, la police, qui ne reculait devant rien a gardé soigneusement le secret. Soit qu'elle s'en soit servi comme "fil à la patte" pour obtenir de l'imposteur ce qu'elle voulait, soit que l'imposteur... à vous de conclure<sup>6</sup>.

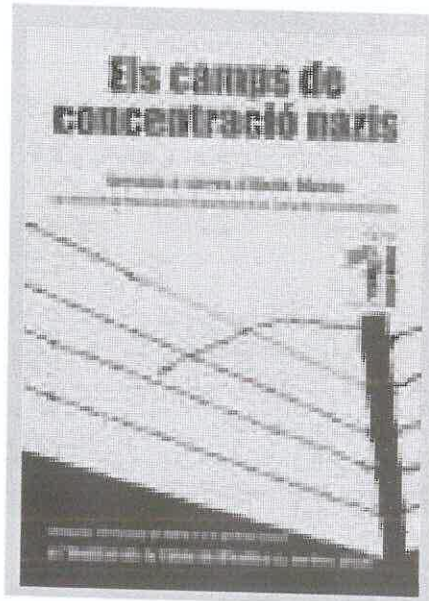
Francesito

*\_1 : La contribution historique de cet imposteur à l'éclatement de la CNT et à la création de la CGT méritait bien la reconnaissance d'un gouvernement, fut-il régional. \_2 : Voir son livre "Relanzamiento de la CNT, 1975/1979", éditions CNT-AIT, 1984. \_3 : En particulier les manipulations policières. Exemple historique, l'incendie de la "Scala" : Le 15 janvier 1978, alors que la CNT, seule, réunissait à Barcelone 15 000 manifestants contre le pacte de la Moncloa, des cocktails Molotov sont lancés contre une salle de spectacles, la Scala. Quatre salariés, dont deux adhérents de la CNT, meurent carbonisés. Aussitôt, une campagne médiatique ordurière se déclenche contre la CNT, accusée d'être assez folle pour brûler ses propres adhérents. La CNT n'avait pourtant rien à voir. Il est établi que c'est un nommé Joaquín Gambin, indicateur de police, qui est à la source de cet incendie criminel. Notre journal de l'époque (les*

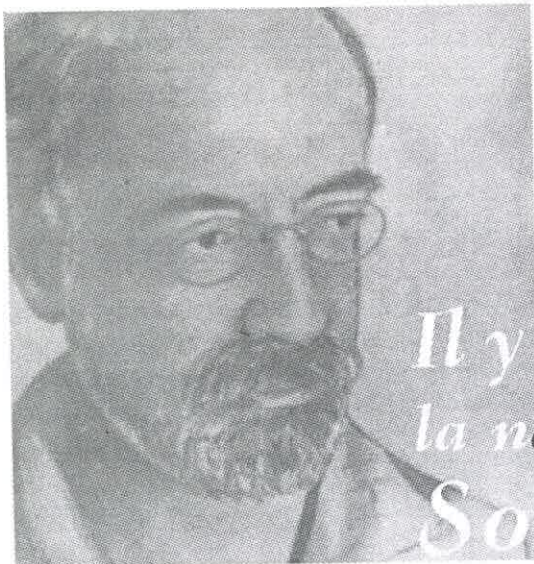
## Solidarité avec un imposteur

Confrontée au mensonge d'un de ses fondateurs et manifestement toujours ami ou adhérent, la CGT n'y trouve rien à redire : elle le justifie même. Sous le titre *"Moi non plus je n'étais pas à Mauthausen"* - ce dont on se doutait d'ailleurs - Rafael Cid, affirme dans l'organe de la CGT (Rojo y Negro Digital, 12.mai.05) que Marco mentait ... *"par solidarité avec les victimes"*. Il fallait oser l'écrire.

*pages en français d'"Espoir") avait dénoncé les agissements de cet auxiliaire de police -et de quelques-uns autres qui infiltraient la CNT- avant même son incendie criminel. \_4 : Ainsi, Agustín Rueda, était-il assassiné par des matons de la prison de Carabanchel, le 14 février 1978... \_5 : L'exil, c'était les militants qui avaient fait la révolution et qui s'étaient réfugiés ensuite hors d'Espagne. Leur combat n'avait jamais cessé et ils ont servi de support à la CNT clandestine de l'intérieur pendant toute la dictature. \_6 : Dernière curiosité dans ce dossier : C'est dans le camp de Flossenbürg que Marco prétendait avoir été interné. Vous n'aviez probablement jamais entendu parler de Flossenbürg. Moi non plus. Il faut être assez versé en histoire pour le connaître et encore plus pour savoir que pas un seul des Espagnols qui y sont passés n'a survécu. Ainsi, Marco ne risquait pas de rencontrer un témoin gênant. Mais comment Marco a-t-il eu accès à ces informations très confidentielles ?*



(Publicité pour une conférence de Marco)



## Il y a cent ans, la naissance des Soviets.

En 1905, à l'heure où mourraient de grandes figures de l'anarchisme du XIX<sup>e</sup> siècle (Louise Michel et Élisée Reclus), naissait à l'Est un espoir révolutionnaire qui marquera tout le siècle : le soviét.

Durant l'année 1905, la Russie tsariste connut une suite d'événements politiques et d'insurrections d'importance. Les premiers soviets furent créés durant ces événements. Le soviét, fut la forme d'organisation des ouvriers durant la révolution. Comme, à cette époque les partis politiques et les syndicats étaient inexistantes en Russie, les ouvriers ne trouvèrent pas d'obstacle à s'organiser en assemblées générales souveraines de travailleurs et à "inventer" ainsi une leur forme d'auto-organisation (dans laquelle d'ailleurs les anarchosyndicalistes peuvent se retrouver)\*<sup>1</sup>.

L'historiographie officielle retient toujours que Trotski fut le premier président du soviét de Petrograd, à la fin de 1905, mais pas que le premier soviét de l'histoire fut créé... au début de l'année par des ouvriers qui s'organisèrent de façon spontanée et autonome, en dehors des partis politiques : "Cependant, la grève tirait à sa fin. Tous les jours des ouvriers reprenaient le travail. En même temps, les fonds s'épuisaient. Alors apparut de nouveau la grave question : Que faire ? Comment poursuivre l'action ? Et que pourrait-elle être maintenant ? [...] C'est alors qu'un soir où, comme d'habitude, il y avait chez moi plusieurs ouvriers [...] - l'idée surgit parmi nous de créer un organisme ouvrier permanent : une sorte de comité ou plutôt de conseil qui veillerait sur la suite des événements, servirait de lien entre tous les ouvriers, les renseignerait sur la situation et pourrait, le cas échéant, rallier autour de lui les forces ouvrières révolu-

tionnaires. [...] Le mot Soviét qui, en russe, signifie précisément conseil, fut prononcé pour la première fois dans ce sens spécifique."\*<sup>2</sup> Ce Soviét disparut à cause de la répression, puis resurgit en octobre, mais la publicité qu'il connut alors facilita la propagation de ce modèle d'organisation dans de nombreuses autres villes.

C'est pourquoi en 1917, quand disparut le pouvoir tsariste, les soviets furent naturellement la forme d'organisation des ouvriers, soldats et marins. La société russe était organisée par ces conseils, sous strict contrôle de la base. On peut ainsi considérer qu'il y eut, au début, une révolution en Russie. Il a existé en parallèle un gouvernement de type social-démocrate, dont personne ne se souciait. Le parti bolchevik, alors très minoritaire, préconisa le système des soviets (alors qu'il était déjà en place...) afin de gagner une audience populaire, et ainsi de légitimer sa prise de ce qu'il restait du pouvoir en octobre. Une fois cette "légitimité" acquise, ils reconstruisirent l'Etat, et ils transformèrent peu à peu les soviets en des instruments au service du parti, totalement contrôlés par les commissaires du peuple - et plus du tout par le peuple\*<sup>3</sup>.

Ainsi, "La théorie des soviets n'a rien de commun avec le système de gouvernement soviétique, comme le croient la plupart des gens. Au contraire, nous sommes en droit de soutenir l'inverse, à savoir que l'idée des soviets, l'idée d'une organisation de la vie sociale dans le sens d'un système nouveau, libre et communiste, avec

la régulation de la production et de la distribution des biens dans la future société par l'intermédiaire de rencontres, de réunions de travail entre les délégués directs, toujours remplaçables et dépourvus de tout pouvoir, des organisations professionnelles et des centres de distribution ; cette idée n'a rien de commun avec le caractère propre aux bolcheviques, leur tendance étatique et leur système dictatorial dans la réglementation de la vie sociale"\*<sup>4</sup>

En 1921 ces mêmes bolcheviks écrasent la révolte des marins de Cronstadt, dont la principale revendication se résumait à : "Tout le pouvoir aux soviets".

Au-delà de l'exemple russe, les conseils furent aussi la forme utilisée lors de la Révolution allemande de 1919 (on appelle d'ailleurs souvent "communisme de conseil" certains groupes issus de la gauche révolutionnaire allemande). On pourrait aussi trouver des similitudes avec les formes d'organisations utilisées dans d'autres expériences révolutionnaires (Hongrie, Italie, Espagne, Pologne, Algérie, Argentine...), car, quel que soit le nom qu'on leur donne, il s'agit toujours de la forme d'organisation spontanée des masses quand elles en arrivent à prendre en main leur destinée, la pleine expression de la démocratie directe.

Parfois la répression n'arrive pas à vaincre ce mode d'organisation qui lui échappe totalement. Mais, ces expériences sont souvent frappées d'un mal non moins pire : la récupération politique. L'exemple russe constitue à ce niveau là un cas d'école. La privation par une poignée d'individus des organes de décisions populaires, c'est à cela que les militants anarchosyndicalistes se sont toujours opposés, et s'opposent toujours.

P.L. ✎

\_1 : Voir l'ouvrage fondamental de Voline "La Révolution inconnue", réédité aux éditions Verticales. \_2 : Ibid. Voline (dont la photo illustre cette page) en fut un des acteurs. Ce passage est consultable à l'adresse [http://cent-ait.info/article.php3?id\\_article=771](http://cent-ait.info/article.php3?id_article=771)

\_3 : Alexandre Skirda a beaucoup écrit sur ce sujet. Un ouvrage de synthèse a paru aux éditions de Paris : "Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917". \_4 : Pano Vassilev "L'idée des Soviets", réédité en brochure par la CNT-AIT.